Centre de recherche
pour l'étude
et l'observation
des conditions
de vie

CONFIDENTIEL

142, rue du Chevaleret
75013 PARIS
Tél. 01 40 77 85 00
Fax 01 40 77 85 09

Sou2006-1769

CRÉDOC
L'ENTREPRISE DE RECHERCHE

Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie

CRÉDOC

Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Début 2006 : Un profond malaise collectif mine le corps social

Note confidentielle réservée aux souscripteurs au système d'enquêtes

Georges Hatchuel

Premiers résultats de la vague de début 2006

20 MARS 2006

142, rue du Chevaleret
75013 - PARIS

Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie

CRÉDOC

Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Début 2006 : Un profond malaise collectif mine le corps social

Note confidentielle réservée aux souscripteurs au système d'enquêtes

Georges Hatchuel

Premiers résultats de la vague de début 2006

20 MARS 2006

142, rue du Chevaleret
75013 - PARIS

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS

Le département « Conditions de vie et Aspirations des Français » est composé de :

. Georges Hatchuel (Directeur Général Adjoint du CREDOC)

. David Alibert, Régis Bigot, Patricia Croutte, Isabelle Delakian, Franck Delpal, Catherine Duflos, David Foucaud.

C R E D O C

Président : Bernard Schaefer
Directeur Général : Robert Rochefort

SOMMAIRE

Pages

Introduction : Un profond malaise collectif mine le corps social **1**

1. Le pessimisme sur le niveau de vie collectif domine largement dans toutes les couches de la société **3**

2. Les préoccupations concernant le niveau de vie individuel s'amplifient. Le décalage « perceptions individuelles-perceptions collectives » se creuse **12**

3. Le désir de réformer « radicalement » la société retrouve son plus haut niveau historique **28**

4. Les inquiétudes des Français se stabilisent, mais à un niveau élevé **34**

5. Le « retour du social » n'empêche pas les Français de continuer à s'interroger sur les effets déresponsabilisants de certaines aides publiques **42**

En guise de conclusion **50**

Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2006 ..... *53*

* * *
*

CRÉDOC

20 Mars 2006

G. Hatchuel

Début 2006 : Un profond malaise collectif mine le corps social

Aucun doute : **les Français sont déçus. Ils maugréent en silence, rongés par une déprime collective qui étiole leur confiance...** Voilà résumé, en quelques phrases succinctes, même si elle paraîtront abruptes et expéditives, le constat majeur qui se dégage des résultats de la vague de janvier 2006 de l'enquête *« Conditions de vie et Aspirations des Français ».*

Car l'enquête « Aspirations » permet, depuis maintenant vingt-huit ans, d'observer les principaux mouvements de fond traversant la société française. Elle offre donc la possibilité, en s'appuyant sur le suivi de quelques opinions révélatrices de l'état d'esprit du corps social, de **relativiser** les inflexions conjoncturelles observées chaque semestre. Or, jamais depuis presque dix ans, **le pessimisme sur le niveau de vie collectif n'avait été aussi aigu ; rarement le souhait de réformer « radicalement » la société n'avait été aussi prégnant.** Finalement, l'insatisfaction retrouve quasiment ses niveaux record des années de crise (voir « L'espace des Opinions » en annexe).

Qu'on se comprenne bien : le désenchantement actuel des ménages ne porte pas tant sur leur situation propre, leur situation personnelle, même si celle-ci est loin d'être fameuse... ; il porte avant tout **sur les perspectives collectives** : il reflète l'image dégradée – défaitiste dirons-nous – que nos concitoyens ont de la situation générale du pays. Le corps social, résigné, affiche une méfiance profonde à l'égard de la société, de ses institutions – et de ses gouvernants – qui lui paraissent **impuissants**, comme **incapables de changer le cours des choses**. Or, justement, c'est à un changement profond que l'opinion semble aujourd'hui aspirer.

En un mot, le début 2006 est marqué par ce qu'on appellera une certaine **impatience collective**. Et le cumul des critiques exaspère cette impatience : les 4/5èmes de nos concitoyens estiment que le niveau de vie de **l'ensemble** des Français se dégrade ; quasiment les deux tiers pensent que **le chômage** va continuer à augmenter dans l'Hexagone ; les tensions sur le niveau de vie **individuel** s'amplifient ; la demande, l'exigence de **réformes profondes** de la société atteint un niveau qu'on ne lui avait connu qu'une seule fois en vingt-huit ans. Enfin, si les **inquiétudes** ne s'accroissent pas, elles se maintiennent à un niveau élevé, signe de la permanence, dans l'opinion, d'un sentiment d'impuissance face à l'omniprésence troublante des dangers nationaux et planétaires (crise des banlieues, mondialisation, terrorisme, grippe aviaire …).

En fait, le début 2006 marque en quelque sorte – même si ce n'en est que les prémisses – **« le retour du social »,** alors même, il faut le rappeler, que les interrogations des Français sur l'Etat Providence sont toujours bien présentes. Mais ces interrogations commencent à s'atténuer, pour la première fois depuis sept ans. En un mot, les Français veulent plus de social, en même temps qu'ils semblent paradoxalement encore s'en méfier.

Finalement, analysés par comparaison avec les données du début 2005, **cinq éléments principaux se dégagent** :

1. **Le pessimisme collectif,** celui concernant le niveau de vie de l'ensemble des Français, **est à son comble**. Il frôle son record de 1997.

2. **Le moral individuel se dégrade également**, mais de façon moins intense. Le décalage entre perceptions collectives et individuelles devient très préoccupant.

3. La **« contestation sociétale » a rarement été aussi aiguë** : les Français veulent que la société se transforme profondément.

4. **Les inquiétudes se stabilisent**, après le relatif recul de l'an dernier.

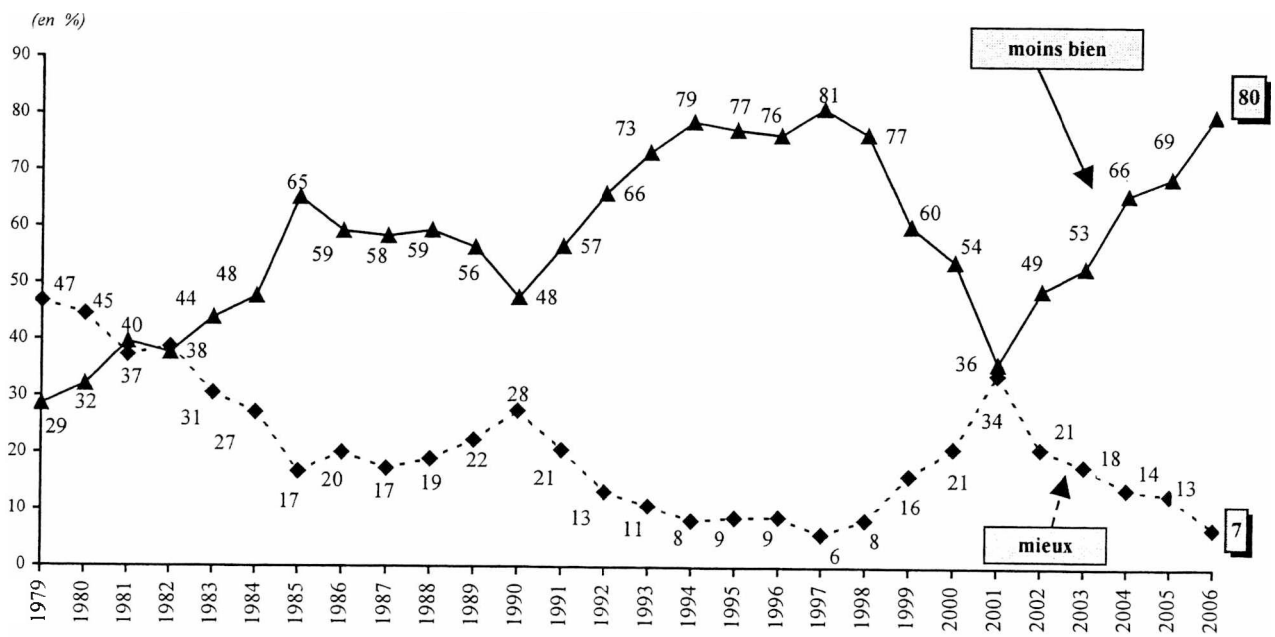
5. Enfin, même s'ils régressent, **les doutes sur les effets déresponsabilisants des politiques sociales continuent à diviser nos concitoyens**.

1. Le pessimisme sur le niveau de vie collectif domine largement dans toutes les couches de la société

Voilà bien le signe le plus tangible de la morosité collective qui étreint le corps social en ce début 2006 : **80% de l'ensemble de la population considèrent que le niveau de vie de l'ensemble des Français se détériore**. C'est 11 points de plus en douze mois, et 27 points supplémentaires en trois ans. C'est surtout le taux le plus élevé depuis 1997. **Rarement, depuis vingt-huit ans, le doute collectif n'avait été aussi haut** (Graphique 1).

Le plus frappant est qu'il y a sept mois, en juin 2005, aussitôt après la démission du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, le pessimisme sur le niveau de vie général atteignait les 81%. C'est dire qu'aux yeux de l'opinion, sur ce sujet, la situation ne s'est finalement guère améliorée : le « spleen collectif » est toujours aussi pesant.

Graphique 1
En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ... (1)



Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*
(1) Les réponses « c'est pareil » n'ont pas été présentées sur ce graphique. Elles représentent cette année 12% des avis, contre 18% l'an dernier.

Cette progression du mécontentement collectif a, cette année, affecté **tous** les groupes socio-démographiques **sans aucune exception**. Mais le plus spectaculaire a

été, ces douze derniers mois, l'accroissement sans précédent du malaise dans **les groupes aisés** : ceux-ci sont venus à rythme accéléré « rattraper » les classes moyennes qui, elles, étaient déjà montées dans « le train de la morosité » un an plus tôt, au début 2005. Au total, en douze mois, les jugements négatifs ont gagné 16 points chez les hauts revenus et 18 chez les cadres supérieurs (contre 11 en moyenne, *cf.* Tableau 1*)*.

En un mot, **la marée noire du pessimisme collectif a envahi les esprits**. Elle est venue draper, « piéger » les quelques groupes qui en étaient encore relativement préservés : aujourd'hui, hauts et bas revenus, diplômés comme non-diplômés, ouvriers, cadres et retraités croient tous, à au moins 76%, à une dégradation du niveau de vie de l'ensemble des Français.

A vrai dire, une seule catégorie fait encore exception : les moins de 25 ans ; « seulement » – et c'est déjà beaucoup – 67% d'entre eux adhèrent à la morosité ambiante.

Tableau 1
En trois ans, le pessimisme sur la situation des « autres » a envahi les esprits, même dans les classes moyennes et supérieures

(Pourcentage d'individus estimant que le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade)

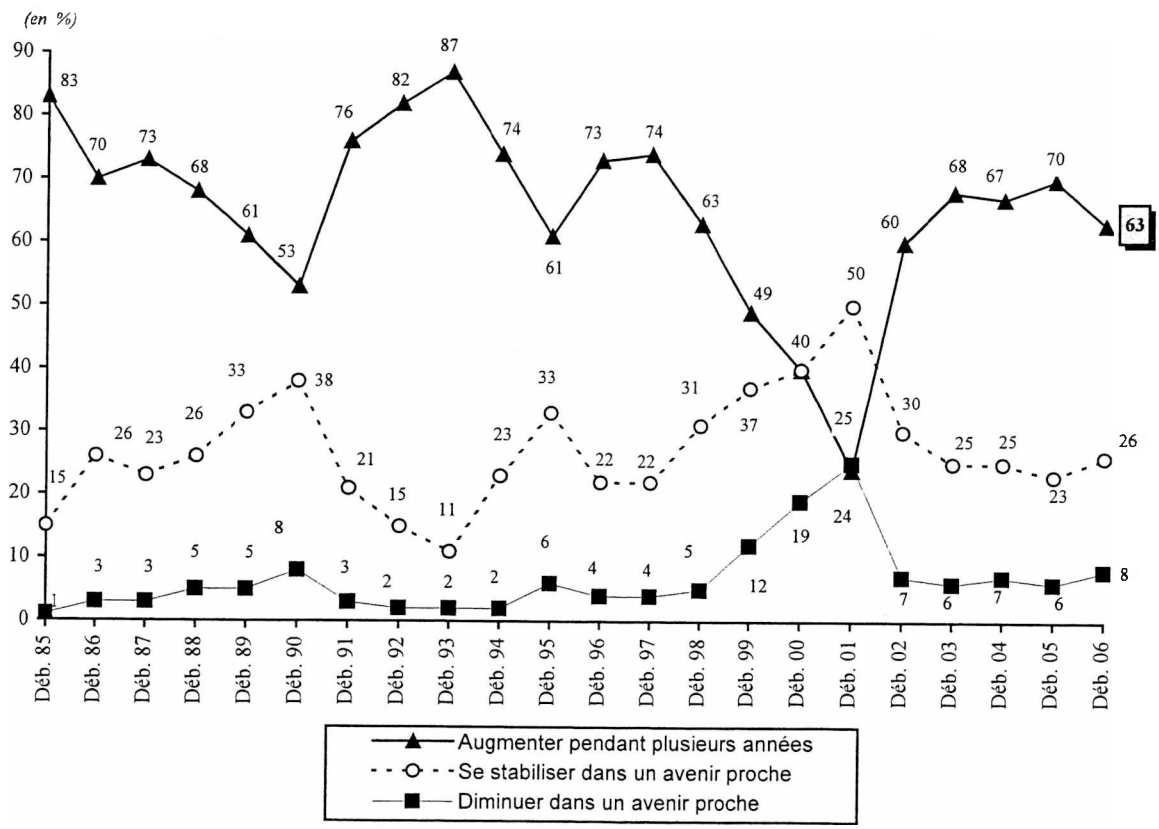
	Début 2003	Début 2005	Début 2006	Evolution 2005-2006
. Revenus du foyer inférieurs à 915 €/mois	57	68	**79**	+11
. Revenus du foyer compris entre 1 524 et 2 287 €/mois	59	72	**79**	+7
. Revenus du foyer de 3 049 €/mois ou plus	47	63	**79**	**+16**
. Travailleur indépendant	51	67	**76**	+9
. Cadre supérieur	48	64	**82**	**+18**
. Profession intermédiaire	54	73	**86**	**+13**
. Employé	56	76	**81**	+5
. Ouvrier	57	67	**78**	+11
. Femme au foyer	57	70	**81**	+11
. Retraité	54	67	**81**	**+14**
. Moins de 25 ans	37	56	67	+11
. 25 - 34 ans	50	68	**77**	+9
. 35 - 49 ans	58	74	**83**	+9
. 50 - 64 ans	57	74	**86**	+12
. Plus de 65 ans	55	65	**79**	**+14**
Ensemble de la population	**53**	**69**	**80**	**+11**

Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*.

Le plus paradoxal est certainement – et ceci n'est évidemment pas sans lien avec le pessimisme ambiant – qu'après neuf mois consécutifs de baisse effective du taux de chômage, les pronostics formulés par l'opinion sur l'évolution du mal ne s'améliorent que lentement[1] : **63% des Français estiment que le nombre de chômeurs va continuer à augmenter dans les années prochaines**.

Certes, il y a eu là un recul significatif, de 7 points en un an (Graphique 2) ; mais la baisse des anticipations négatives est pour l'instant loin d'être aussi rapide qu'elle ne l'avait été, par exemple au début 1999, après dix mois de baisse du taux de chômage (entre avril et décembre 1998).

Graphique 2
A votre avis, le nombre de chômeurs va...



Source : CREDOC, Enquêtes « *Conditions de vie et Aspirations des Français* »

[1] L'enquête s'est déroulée en janvier 2006, **avant** l'annonce en fin février, d'une légère remontée du nombre de chômeurs. Le taux de chômage réel a donc reculé de 0,6 points entre janvier et décembre 2005, pour remonter ponctuellement de 0,1 point en janvier 2006.

D'ailleurs, depuis juin dernier, le nombre de « **fatalistes** » à l'égard du chômage n'a reculé que de 3 points, de 66% à 63%. Après la **désillusion** d'il y a cinq ans (un espoir soudain de forte décrue du chômage, suivi d'un retour accéléré de la conviction que le mal allait finalement sévir de façon durable, *cf.* Graphique 2), les Français affichent **un scepticisme tenace**, continuant à cultiver un sentiment très fataliste : celui de **l'impuissance** des pouvoirs publics à contenir le fléau et surtout à vraiment le faire reculer.

Quoi qu'il en soit, sans nier l'amélioration intervenue cette année, force est de constater que le pessimisme en matière d'emploi reste à un niveau élevé dans quelques groupes très significatifs : les employés et les ouvriers, les personnes en âge d'exercer (25-50 ans), les non-diplômés, les bas revenus ; de 67 à 70% d'entre eux pronostiquent une poursuite de l'augmentation du chômage (contre 63% en moyenne, *cf.* Tableau 2).

Mais même dans les autres groupes, le pessimisme est encore, **en majorité**, de mise : 52% des moins de 25 ans, 52% des diplômés du supérieur et 55% des hauts revenus sont également persuadés de la durabilité du phénomène de hausse du chômage.

Tableau 2
Même s'il y a eu une amélioration, on croit encore en majorité, dans tous les groupes sociaux, à une poursuite de l'augmentation du chômage

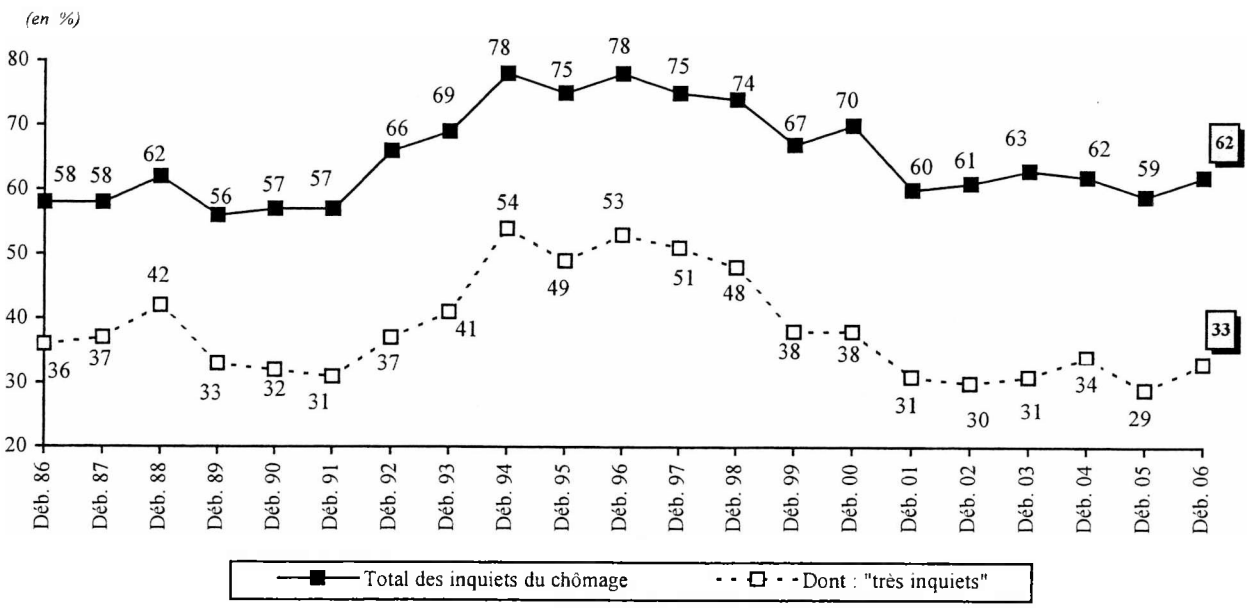
	% d'individus estimant que le nombre de chômeurs va continuer à augmenter	Evolution déb. 2005-déb. 2006
. Ne dispose d'aucun diplôme	**70**	- 4
. Bepc, diplôme technique inférieur au bac	**68**	- 6
. Employé	**68**	- 9
. Travailleur indépendant	**68**	- 4
. Ouvrier	**67**	- 7
. Revenus du foyer inférieurs à 915 €/mois	**67**	- 7
. A de 25 à 34 ans	**67**	- 6
. A de 35 à 49 ans	**67**	- 6
Ensemble de la population	**63**	- 7
. Revenus du foyer supérieurs à 3 049 €/mois	55	- 1
. Cadre supérieur	54	- 4
. Moins de 25 ans	52	- 12
. Diplôme du supérieur	52	- 11

Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*.

Il reste que le malaise mis en évidence, il faut à nouveau le souligner, est **bien plus collectif qu'individuel. Deux éléments permettent d'en témoigner** :

- D'abord, les inquiétudes concernant le risque **individuel** de chômage ont, certes, augmenté cette année (+ 3 points, *cf.* Graphique 3) ; mais on constate que ces craintes ne touchent finalement « que » 62% de la population, c'est-à-dire un pourcentage du même ordre de grandeur que celui du début 2001, au moment où les pronostics sur l'évolution globale du chômage étaient très favorables. D'ailleurs, ce niveau actuel de craintes est notablement inférieur à celui qui prévalait tout au long de la période 1994 - 1997 (74 à 78%). Ceci apparaît de façon encore plus éclatante quand on compare le nombre d'individus se déclarant « très inquiets » du risque de chômage (33% aujourd'hui, contre 51% au début 1997).

Graphique 3
Le pourcentage d'individus se déclarant inquiets, pour eux-mêmes ou pour des proches, du risque de chômage



CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »* (janvier de chaque année).

- D'autre part, le sentiment de ne pas être **personnellement** menacé par le fléau reste largement majoritaire : presque les trois quarts (71%) de la population (contre 70% l'an dernier) déclarent **ne pas ressentir** ce danger pour eux-mêmes ou pour leur foyer. Cette majorité prévaut également dans toutes les grandes catégories socio-

démographiques (sauf chez les ouvriers : seulement 48% d'entre eux déclarent ne pas ressentir cette menace).

Autrement dit, une bonne partie de la population a aujourd'hui la conviction que le chômage risque de continuer à frapper un nombre important de nos concitoyens. Mais beaucoup – sauf chez les ouvriers – ne se sentent pas *a priori* **eux-mêmes** directement menacés.

Une question se pose à ce stade de l'analyse : le pessimisme **collectif** flagrant, celui que chacun affiche envers la situation dans laquelle il pense qu'est largement plongée la grande majorité de la population, ne trouve-t-il pas sa source dans un manque de confiance à l'égard des gouvernants ? Ou, au contraire, n'est-ce pas plutôt ce manque de confiance qui est la retombée directe de ce pessimisme massif ? Il est difficile de répondre. Toujours est-il qu'on observe que **le crédit accordé au gouvernement** « pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement » **n'est aujourd'hui partagé que par 26% de la population**.

Au-delà des jugements sur les hommes, le changement de premier ministre de juin 2005 ne semble donc pas, sept mois après, avoir durablement modifié les jugements de l'opinion sur la capacité gouvernementale de résolution des problèmes : **la méfiance est aujourd'hui le lot de 69% de la population** (contre 74% il y a un an, *cf.* Tableau 3).

Tableau 3
Faites-vous confiance au gouvernement de Dominique de Villepin pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ?

(en %)

	Pour comparaison : gouvernement Raffarin			Début 2006
	Début 2003	Début 2004	Début 2005	
. Tout à fait confiance	8	4	3	3
. Plutôt confiance	38 } 46	24 } 28	20 } 23	23 } 26
. Plutôt pas confiance	26	29	32	35
. Pas du tout confiance	23 } **49**	38 } **67**	42 } **74**	34 } **69**
. *Ne sait pas*	*5*	*4*	*3*	*5*
Ensemble de la population	**100**	**100**	**100**	**100**

Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*.

C'est cette focalisation autour **des maux collectifs** qui oppressent une bonne partie de la population hexagonale que l'on retrouve très directement quand on détaille **la hiérarchie des préoccupations** de l'opinion (Tableau 4).

On observe en effet que, cette année, **pour la première fois depuis 1991, « la pauvreté en France » est le souci numéro un des enquêtés**, avec 32% des citations (+ 4 points en un an, +8 en deux ans). **« Le chômage »** lui-même prend la deuxième place du palmarès, à un niveau qu'il n'avait pas atteint depuis six ans (30%, + 5 points cette année).

Voilà le premier signe de ce qu'on peut appeler le **« retour du social »** : les préoccupations concernant « la pauvreté en France » et « le chômage » relèguent au second plan des maux **aux retombés plus individuelles** : « les maladies graves » passent en troisième place, avec 29% des citations (- 4 points cette année, - 10 en deux ans) et « la violence, l'insécurité » revient, avec 28% des suffrages (- 3 points cette année) à son niveau de fin des années 90, loin de la « flambée sécuritaire » de 2001-2002.

Deux autres éléments méritent d'être évoqués :

- D'abord, **la dégradation de l'environnement** a gagné deux points cette année. A 19%, le taux atteint est le plus haut de tous ceux recueillis depuis quinze ans. Effet de serre, pollutions, changement climatique sont notamment, avec leurs conséquences extrêmes (tornades, marées noires, typhons, sécheresse ...), de plus en plus au cœur des préoccupations de la population hexagonale.

- Ensuite, avec l'intervention anglo-américaine en Irak, **les tensions internationales** avaient atteint un taux record en janvier 2003 (20%) ; la fièvre est maintenant retombée (8% de citations cette année). Quant au rejet de la constitution européenne, il ne semble pas, en termes relatifs, profondément soucier les Français : seulement 4% citent aujourd'hui l'**Europe** comme principal sujet de préoccupations.

Tableau 4
Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?

- Sommation des deux premières réponses chaque année -

(en %)

(Réponses classées par ordre décroissant des citations du début 2006)	Début 1991 (A)	Début 1993 (B)	Début 1997 (C)	Début 1999 (D)	Début 2001 (E)	Début 2002 (F)	Début 2003 (G)	Début 2004 (H)	Début 2005 (I)	Début 2006 (J)	Evolution 2005-2006 (J) - (I)
. La pauvreté en France	16	20	25	24	21	19	22	24	**28**	**32**	**+ 4**
. Le chômage	27	**44**	**52**	**44**	27	24	26	28	25	**30**	**+ 5**
. Les maladies graves	28	29	26	30	**38**	31	30	**39**	**33**	29	- 4
. La violence et l'insécurité	23	16	25	33	**38**	**48**	**35**	32	31	28	- 3
. La pauvreté dans le monde	15	19	16	19	17	17	18	18	23	23	=
. La dégradation de l'environnement	12	11	8	8	18	14	15	14	17	**19**	+ 2
. L'immigration	17	14	13	10	8	10	13	11	10	11	+ 1
. La drogue	**37**	30	22	22	21	21	12	14	14	10	- 4
. Les tensions internationales	16	9	5	5	6	10	**20**	12	12	8	- 4
. Les conflits sociaux	4	3	5	4	4	5	5	6	4	6	+ 2
. L'Europe	6	6	3	1	2	1	2	3	3	4	+ 1

Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*.

Certes, les quatre principales préoccupations évoquées (Tableau 4) se tiennent manifestement « au coude à coude » dans les réponses, signe de l'importance – et de la variabilité – du malaise actuel, multiforme, de l'opinion.

Mais il est intéressant de relever que quelques semaines seulement après les émeutes qui ont touché les banlieues de nombreuses métropoles hexagonales, et alors même que l'Europe et la France découvrent ici et là, sur leur propre territoire, plusieurs animaux porteurs du virus de la grippe aviaire, les enquêtés ont clairement placé, au sein de leurs principales préoccupations, **« le chômage » et « la pauvreté en France » avant** « l'insécurité » et « les maladies graves ». C'est dire l'importance de leurs interrogations collectives sur le malaise qui étreint le pays : **leurs préoccupations se veulent plus sociales, allant manifestement au-delà des seules contingences individuelles**. Ce mouvement avait d'ailleurs déjà commencé à émerger l'an dernier.

Une chose est sûre : cette inflexion plus solidaire a affecté quasiment toutes les couches de la société cette année, aussi bien en haut qu'en bas de l'échelle des revenus (Tableau 5).

Tableau 5
Le retour du social dans les préoccupations des Français
– Evolution 2005-2006 des principales préoccupations dans quelques groupes significatifs –

(en %)

Principales préoccupations	Evolution 2005-2006 dans l'ensemble de la population	Dont :			Dont :	
		Titulaires de bas revenus	Titulaires de revenus intermédiaires	Titulaires de hauts revenus	Ouvriers	Cadres
. Pauvreté en France	**+ 4**	**+ 4**	**+ 9**	**+ 3**	**+ 3**	**+ 6**
. Chômage	**+ 5**	**+ 6**	**+ 5**	**+ 12**	**+ 4**	**+ 12**
. Maladies graves	- 4	- 4	- 6	- 7	- 3	- 15
. Violence et insécurité	- 3	- 2	- 4	- 6	- 2	- 5

Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*.

Ainsi, conséquence directe de ces évolutions, parfois spectaculaires, les sujets « sociaux » (chômage, pauvreté) sont maintenant en tête des préoccupations d'une bonne partie de la population, et notamment aussi bien dans les classes moyennes que dans les groupes aisés – et ceux aux revenus modestes, *cf.* Tableau 6 –. Même si « la pauvreté dans le monde » reste un souci fort des catégories favorisées.

Tableau 6
Les quatre premières préoccupations dans quelques groupes significatifs

Titulaires de bas revenus (moins de 915 €/mois)		Titulaires de revenus intermédiaires (de 1 200 à 1 800 €/mois)		Titulaires de hauts revenus (plus de 3 049 €/mois)		Ouvriers	
. **Chômage**	**32%**	. **Pauvreté en France**	**39%**	. **Chômage**	**31%**	. **Chômage**	**39%**
. Maladies graves	31%	. **Chômage**	**33%**	. Pauvreté dans le monde	29%	. **Pauvreté en France**	**36%**
. **Pauvreté en France**	**31%**	. Maladies graves	29%	. **Pauvreté en France**	**28%**	. Violence, insécurité	29%
. Violence, insécurité	25%	. Violence, insécurité	26%	. Violence, insécurité	27%	. Maladies graves	28%

Source : CREDOC, Enquête *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*, début 2006.

En définitive, les attentes sécuritaires sont loin d'avoir disparu – elles ne sont pas bien loin au palmarès des préoccupations – ; mais elles semblent, en ce début 2006, supplantées par un désir d'intervention sociale répondant directement à **ce vague à l'âme collectif** dont un des signes les plus probants réside dans le défaitisme actuel : près des trois quarts des enquêtés (74% exactement) admettent en effet, comme une probabilité incontournable, que *« nos enfants auront demain un niveau de vie inférieur au nôtre »* (données de la même vague d'enquêtes).

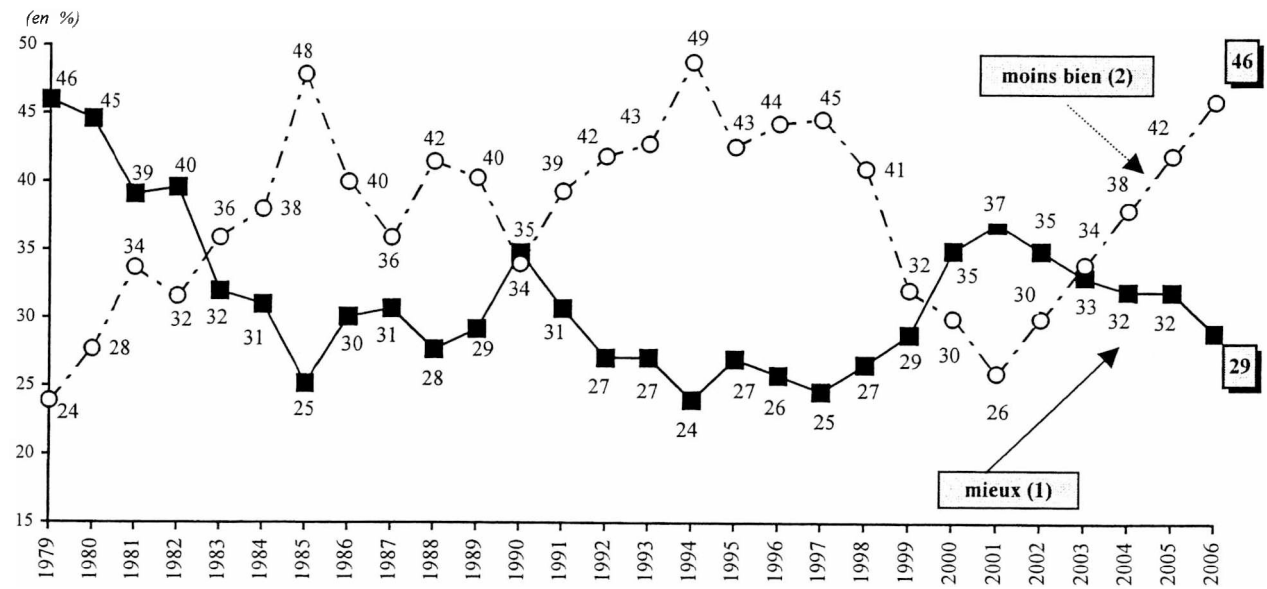
Dans ce contexte, combattre la pauvreté, juguler l'exclusion apparaissent à l'opinion comme un rempart indispensable, une exigence de taille pour tenter de « casser le cours des choses », de mettre un coup d'arrêt au déclin présumé du pays et du niveau de vie de ses habitants.

2. Les préoccupations concernant le niveau de vie individuel s'amplifient. Le décalage « perceptions individuelles - perceptions collectives » se creuse

Avait-on véritablement besoin de s'en convaincre ? Si le pessimisme collectif est, en ce début 2006, si prégnant, si massif, c'est aussi parce que **les tensions sur le niveau de vie individuel** sont toujours là, bien présentes ; elles sont même plus aiguës cette année.

Certes, les appréciations sur les situations individuelles sont loin d'être aussi sombres que les avis portant sur le niveau de vie collectif ; mais elles n'ont pas été aussi négatives depuis 1997 : **46% des Français estiment que leur propre niveau de vie se dégrade** (Graphique 4). Le taux a encore gagné 4 points cette année, après les 4 engrangés au début 2005. Un tel pourcentage n'a été dépassé qu'à deux reprises depuis la création du système d'enquêtes, il y a vingt-huit ans.

Graphique 4
En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...*



Solde : (1) – (2) :																										
+22	+17	+5	+8	-4	-7	-23	-10	-5	-14	-11	+1	-8	-15	-16	-25	-16	-18	-20	-14	-3	+5	+11	+5	-1	-6	-10	-17

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »
* Les réponses « c'est pareil » n'ont pas été présentées sur ce graphique. Elles représentent 25% des citations, contre 26% l'an dernier.

En fait, on retrouve ici le niveau des appréciations défavorables d'il y a environ dix ans : le solde entre jugements positifs et négatifs (- 17) est, cette année, proche de tous ceux recueillis entre 1992 et 1998 (de – 14 à – 25, *cf.* Graphique 4).

Cette dégradation des jugements sur le niveau de vie personnel a, en réalité, **affecté ces douze derniers mois tout le corps social**, à l'exception des travailleurs indépendants (36% d'entre eux trouvent aujourd'hui que leur propre niveau de vie se dégrade, contre 46% en moyenne).

Cette progression générale est d'autant plus frappante que le pessimisme individuel avait déjà commencé à s'étendre l'an dernier dans les catégories aisées. Ce mouvement n'a pas reflué, bien au contraire : 35% des cadres supérieurs estiment maintenant que leur niveau de vie se dégrade (+ 11 points en deux ans, contre + 8 en moyenne), comme 40% des diplômés du supérieur (+ 10 points en deux ans) et 35% des bénéficiaires de revenus mensuels supérieurs à 3 100 Euros mensuels (+ 10 points). La progression a même été spectaculaire chez les Franciliens (49%, + 13 points en vingt-quatre mois) et chez les fonctionnaires (salariés du public en CDI : 44%, + 12 points).

En fait, il est rare que, dans notre enquête, certaines catégories estiment, **en majorité ou presque**, que leur niveau de vie se détériore. C'est pourtant le cas cette année de groupes nombreux et significatifs (Tableau 7) : sont concernés les employés et les femmes au foyer, les titulaires de bas revenus, mais aussi de revenus moyens-bas ; c'est également le cas des actifs de plus de 35 ans et, tout autant, des plus de 65 ans (comme des retraités).

Enfin, les habitants de grandes agglomérations figurent aussi au rang des plus moroses des Français.

Tableau 7
Le pourcentage d'individus estimant que leur propre niveau de vie se dégrade : les groupes les plus touchés au début 2006

	% au début 2006	Evolution sur les deux dernières années
. 35 à 49 ans	**50**	+ 12
. 50 à 64 ans	**52**	+ 4
. 65 ans et plus	**53**	+ 7
. Employé	**50**	+ 14
. Femme au foyer	**52**	+ 5
. Retraité	**54**	+ 9
. Chômeur	**62**	+ 14
. Revenus mensuels inférieurs à 915 €/mois	**49**	+ 1
. Revenus compris entre 915 et 1 524 €/mois	**55**	+ 14
. Bepc, diplôme tech. inf. au bac	**50**	+ 10
. Réside dans une agglo. de 100 000 hab. ou plus (hors région parisienne)	**49**	+ 12
. Réside à Paris et dans l'agglo. parisienne	**49**	+ 13
Ensemble de la population	**46**	**+ 8**

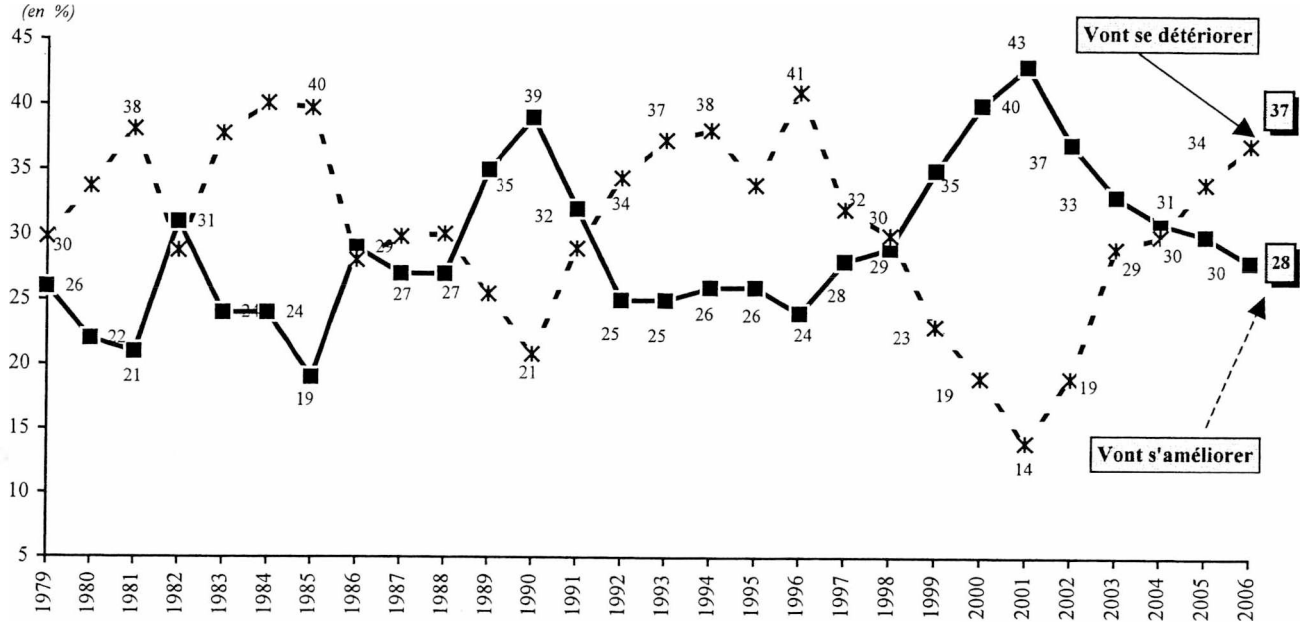
Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*.

Il n'en reste pas moins que cette détérioration du moral individuel ne concerne pas seulement les situations **présentes** ; elle affecte aussi les jugements sur les conditions de vie personnelles **futures**.

Certes, le mouvement négatif est là un peu moins accentué, mais il est manifeste : 37% de la population envisagent une dégradation de leur situation personnelle dans les cinq prochaines années ; c'est trois points de plus que l'an dernier. Heureusement, ce taux n'est pas en lui-même alarmant : on a pu enregistrer dans le passé jusqu'à 41% d'anticipations négatives (Graphique 5), mais cette progression mérite attention.

Une chose est sûre : **les ménages s'inquiètent apparemment plus pour leur situation présente et l'évolution de leurs revenus actuels et passés, que pour leurs conditions de vie à venir**. Le moral est bas, mais il ne s'agit pas de désespérance : tout espoir n'est pas perdu à moyen terme, même s'il faut noter – c'est de loin le taux le plus haut – que 53% des 60-69 ans pronostiquent une dégradation prochaine de leurs conditions de vie !

Graphique 5
Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer dans les cinq prochaines années ?*



Source : CREDOC, Enquêtes « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » (janvier de chaque année)
* Les réponses « elles vont rester stables » n'ont pas été présentées ici. Elles représentent 34% des citations, contre 35% l'an dernier

Quoi qu'il en soit, **l'analyse du solde entre les jugements positifs et négatifs à l'égard des conditions de vie prochaines**, et de son évolution sur quasiment trois décennies, **confirme la dégradation de la situation** (Graphique 6), même si on peut apporter un élément modérateur à ce constat :

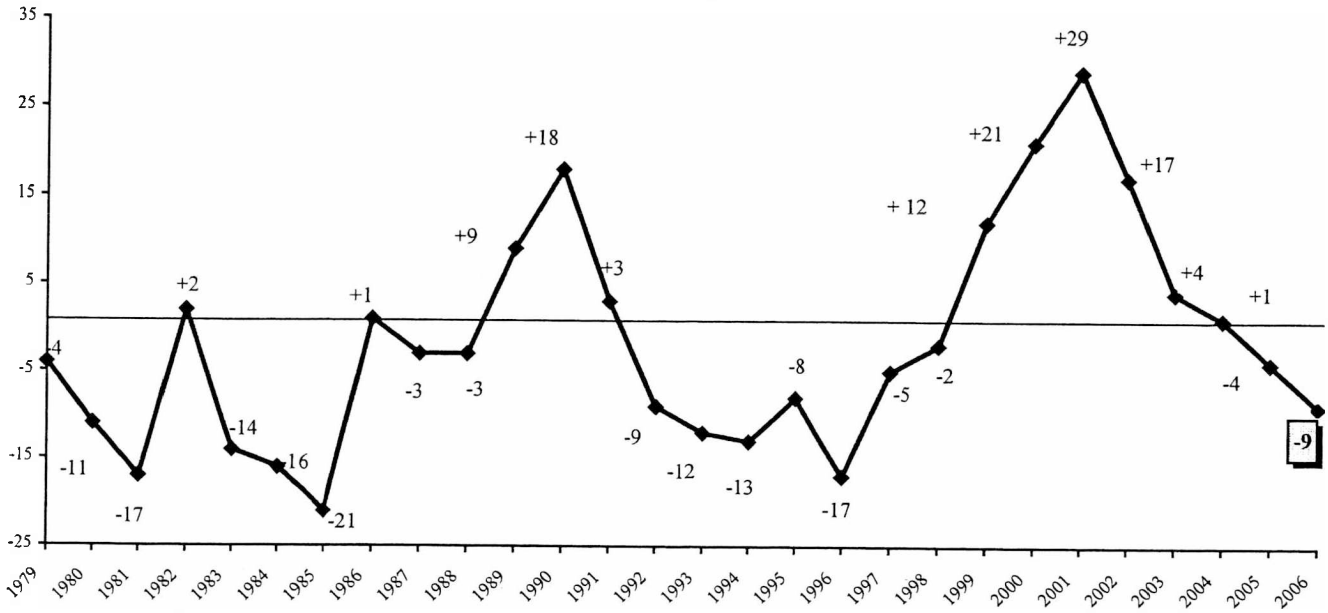
- **L'indicateur est cette année incontestablement négatif (- 9),** après son entrée dans le rouge au début 2005 (- 4). Cette détérioration traduit une profonde rupture avec le climat qui a prévalu dans l'opinion tout au long des années 1999 à 2003.

- **Les perspectives d'avenir sont maintenant aussi sombres qu'elles l'avaient été au début 1992,** au moment de l'entrée dans « la crise des années noires » (1992-1998) ; même si la dégradation était intervenue alors à un rythme nettement plus rapide.

- Pour autant, il faut rappeler qu'il y a sept mois, en juin 2005, l'indicateur était à - 19 ! **Autrement dit, les perspectives d'avenir se sont, ce dernier semestre, plutôt améliorées,** même s'il faut reconnaître que la situation est objectivement défavorable.

Graphique 6
L'indicateur d'optimisme ou de pessimisme vis-à-vis des conditions de vie à venir est maintenant franchement négatif

(Solde des anticipations positives et négatives vis-à-vis de l'avenir)



Source : CREDOC, Enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » (janvier de chaque année).

Les conclusions sont les mêmes quand on synthétise toutes les informations précédentes concernant l'opinion des ménages sur **leur situation personnelle**. **« L'indicateur résumé du moral individuel »** tient compte en effet à la fois des appréciations sur **l'avenir** et de celles formulés sur **le présent**. L'observation graphique de l'évolution de cet indice, semestre par semestre depuis le début 1979, apporte **trois enseignements principaux** (Graphique 7)[2] :

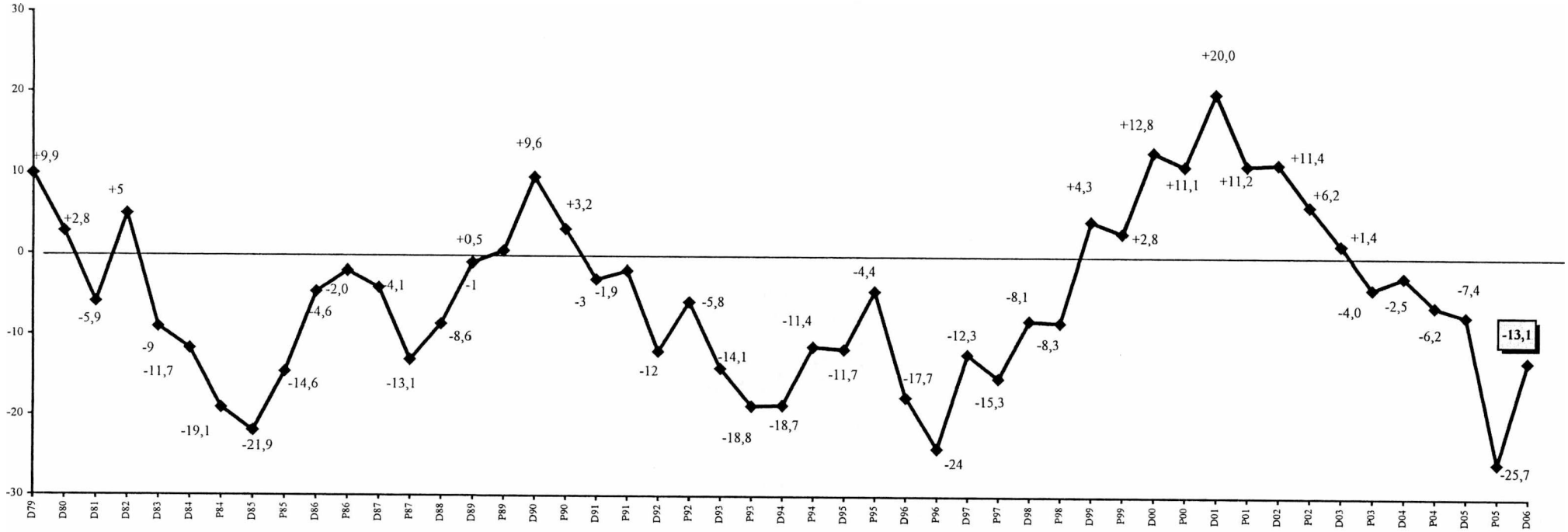
* **L'indicateur est franchement négatif** (- 13,1). Il l'est en fait depuis maintenant six semestres, après avoir atteint des sommets entre 2000 et 2002.

* **Une première dégradation** est intervenue entre juin 2003 et le début 2005, avec un indicateur compris entre – 2 et – 7. Mais **la vraie rupture est apparue au premier semestre 2005** : l'indicateur est passé à – 26, après la victoire du « non » au référendum sur la constitution européenne. Jamais, depuis vingt-huit ans, l'indicateur n'avait atteint un niveau aussi défavorable.

[2] Le Graphique 7 fournit toute la série des données recueillies depuis le début 1999, **y compris enquêtes de juin** inaugurées en 1984.

* S'agit-il d'un phénomène durable ? Toujours est-il que **le début 2006 correspond plutôt à une amélioration – toute relative – de la situation antérieure**, même si à – 13 en valeur absolue, l'indice traduit bien l'étendue du malaise individuel qui étreint le pays. Le pessimisme collectif ambiant se nourrit, bien sûr, de ces ressentiments personnels.

Graphique 7
Les opinions des ménages sur leur situation personnelle, passée et à venir : l'indicateur résumé est dans la « zone rouge »*, mais il s'est redressé ces six derniers mois



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

* L'indicateur résumé est la moyenne arithmétique des deux indicateurs suivants : évolution passée du niveau de vie personnel (solde des opinions positives et négatives) ; perspectives d'évolution des conditions de vie personnelles (solde des opinions positives et négatives). La série proposée ici est la série brute, non désaisonnalisée. P = enquête de Printemps (Juin), D = enquête de début d'année (janvier).

L'indice moyen ainsi calculé (-13,1 cette année) peut, bien sûr, être décomposé par groupes socio-démographiques. La prise en compte, pour chacun des groupes concernés, de la valeur de cet indicateur permet de mettre au jour **l'existence, dans la population hexagonale, de trois pôles** caractéristiques d'un certain moral individuel, encore optimiste pour les uns, dégradé ou sérieusement défaitiste pour les autres (Tableau 8). Cette analyse donne une bonne idée de la façon dont la population se structure aujourd'hui en termes d'état d'esprit. Ces trois ensembles sont presque les mêmes que l'an dernier, encore que, dans **chacun** d'entre eux, le moral a sérieusement fléchi ces derniers mois :

1. **Le premier groupe est composé de catégories où le moral économique personnel est encore positif, ou disons très acceptable** (indice compris entre 0 et + 17). Ce groupe se réduit cependant comme peau de chagrin : on n'y trouve plus aujourd'hui que les moins de 35 ans, les cadres supérieurs, les diplômés et les hauts revenus. L'an dernier, on y recensait encore les travailleurs indépendants et les cadres moyens : les deux ont chaviré dans le groupe suivant.

2. **Le deuxième groupe est constitué de catégories au sein desquelles le moral a « basculé » ces deux dernières années** (indice compris entre – 4 et — 16) : ce groupe intermédiaire, moteur dans la poussée de mécontentement à l'égard de l'évolution du niveau de vie individuel, est démographiquement le plus lourd : employés, ouvriers, cadres moyens, 35-49 ans, Franciliens, fonctionnaires, habitants des métropoles régionales y figurent. Dans la plupart de ces groupes, l'indice a perdu de 9 à 20 points en deux ans.

3. **Le troisième groupe est celui où le moral individuel est aujourd'hui au plus bas.** La valeur de l'indicateur donne quasiment le sentiment qu'on y « broie du noir » (- 18 à – 42, contre – 13 en moyenne) : non-diplômés, femmes au foyer, bas revenus et plus de 50 ans y figurent en bonne place. L'indice résumé va même jusqu'à atteindre – 42 chez **les retraités**, signe de l'étendue de leur désillusion actuelle. Mais encore faut-il signaler que dans ces groupes, le moral était déjà dégradé dès 2003.

Tableau 8
Une partition de la population en trois groupes principaux même si, dans tous, le moral individuel recule

(en %)

Indicateur résumé des ménages sur leur situation personnelle	Valeur de l'indicateur au début 2006	Evolution 2004-2006 de cet indicateur – en points –
Les groupes au moral individuel encore bon ou acceptable		
. Moins de 35 ans	+ 17	(- 10)
. Cadre supérieur	+ 7	(- 17)
. Revenus du foyer supérieurs à 3 100 €/mois	+ 2	(- 10)
. Diplômé du bac ou du supérieur	0	(- 10)
Les groupes dont le moral individuel s'est sensiblement détérioré ces deux dernières années		
. Employé	- 4	(- 10)
. Profession intermédiaire	- 7	(- 15)
. Ouvrier	- 10	(- 14)
. Salarié du public en CDI	- 10	(- 15)
. Réside dans une agglo. provinciale de 20 000 hab. et plus	- 12	(- 9)
. Réside à Paris et dans l'agglo. parisienne	- 14	(- 22)
. 35-49 ans	- 14	(- 16)
. Revenus moyens (entre 1 500 et 3 100 €/mois)	- 16	(- 14)
Les groupes au moral très dégradé		
. Femme au foyer	- 18	(- 8)
. Réside dans une petite commune (2 000 à 20 000 hab.)	- 22	(- 17)
. Revenus faibles (de 900 à 1 500 €/mois)	- 23	(- 16)
. Ne dispose d'aucun diplôme	- 26	(- 11)
. A 50 ans et plus	- 34	(- 8)
. Retraité	- 42	(- 11)
Ensemble de la population	**- 13**	**(- 11)**

Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*.

En fin de compte, on peut dire que les Français éprouvent aujourd'hui **plus de troubles pour les perspectives sociétales que pour l'évolution de leur propre niveau de vie**. Mais force est de constater que les ressentiments à l'égard des revenus individuels touchent quand même la majeure partie de la population, **créant des tensions fortes sur le pouvoir d'achat.**

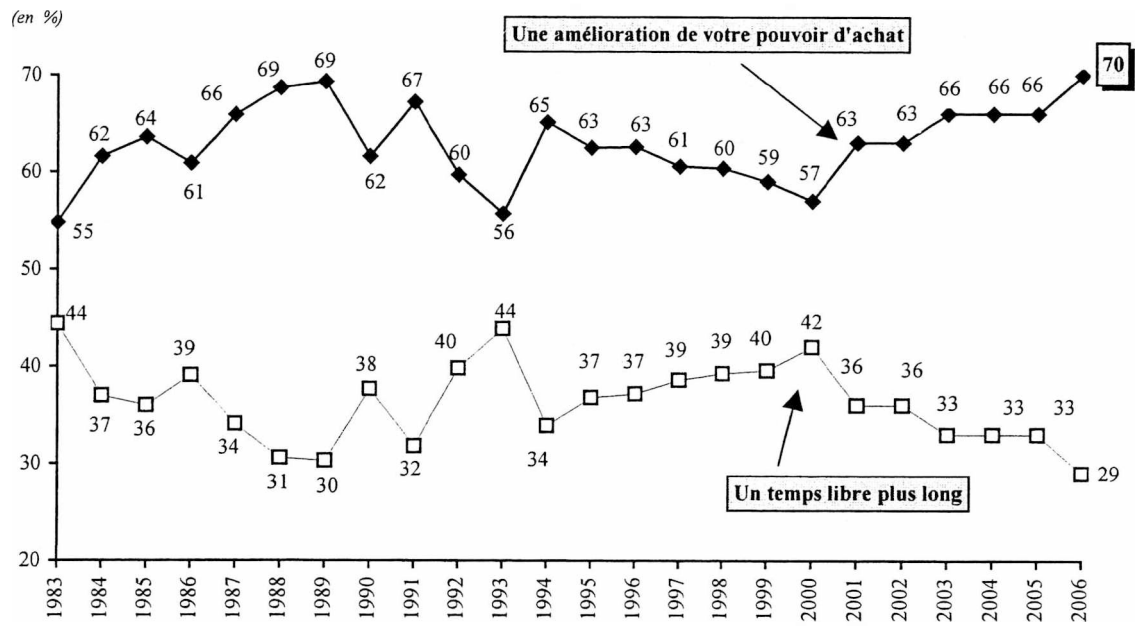
Quelle preuve plus éclatante peut-on trouver de ce malaise budgétaire, de ce désir profond de revalorisation des revenus individuels, que les réponses des actifs à une question suivie dans l'enquête depuis vingt-trois ans ? On observe en effet qu'entre augmentation du pouvoir d'achat et accroissement du temps libre, les actifs n'hésitent pas une seconde : **70% d'entre eux privilégient les attentes d'augmentation du pouvoir d'achat** (Graphique 8). Le pourcentage relevé mérite d'autant plus d'attention qu'**il n'avait jamais atteint, depuis 1983, un tel niveau.**

Les attentes de revalorisation des revenus étaient déjà très marquées ces trois dernières années (66%). Elles font un bond en ce début 2006 (+ 4 points), signe de l'étendue des tensions ressenties.

Graphique 8
Les préférences, en matière d'amélioration du pouvoir d'achat, n'ont jamais été aussi élevées

Quelle est votre préférence entre ... ?

- Question posée aux seuls actifs -



Source : CREDOC, Enquêtes « *Conditions de vie et Aspirations des Français* »

Très frappante est d'ailleurs **la relative uniformisation** qui, en deux - trois ans, est intervenue sur le sujet : les jeunes, les non-diplômés, les bas revenus, les ouvriers ne sont plus les seuls à se distinguer ici, même si plus des trois quarts d'entre eux privilégient l'amélioration du pouvoir d'achat. Mais c'est maintenant également le cas de 66% des diplômés, de 64% des cadres, de 68% des hauts revenus et de 71% des salariés du public en CDI : la demande de temps libre ne fait plus recette. On remarque

même que cette année, les préférences à l'égard de l'augmentation du pouvoir d'achat se sont affirmées quasiment partout avec la même amplitude (Tableau 9).

Tableau 9
La demande d'amélioration du pouvoir d'achat s'affirme avec systématisme dans tous les groupes sociaux

– Champ : actifs uniquement –

(% d'actifs préférant une amélioration de leur pouvoir d'achat)

	Début 2006	Evolution 2005-2006
. Cadre (moyen et supérieur)	64	+ 4
. Employé	72	+ 3
. Ouvrier	**79**	+ 6
. Moins de 900 €/mois	**77**	+ 2
. De 900 à 1 500 €/mois	**80**	+ 6
. Plus de 2 287 €/mois	68	+ 6
. Ne dispose d'aucun diplôme	**77**	+ 4
. Diplômé du bac ou du supérieur	66	+ 4
. 25-34 ans	**76**	+ 6
. 35-49 ans	68	+ 1
. 50-59 ans	62	+ 6
. Salarié du public en CDI	71	+ 8
. Salarié en CDD ou en intérim	**81**	+ 12
Ensemble de la population	**70**	**+ 4**

Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*.

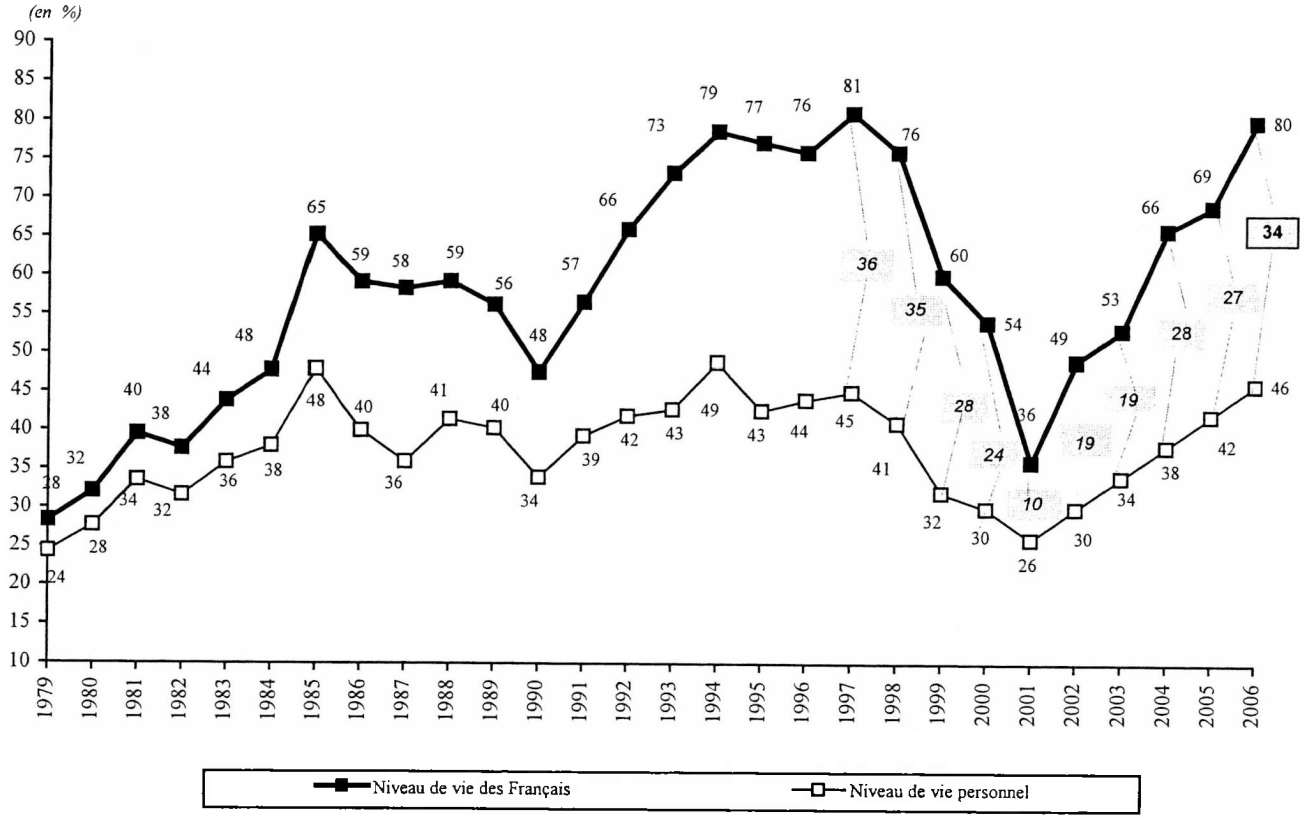
Autrement dit, le début 2006 confirme et amplifie totalement le mouvement apparu l'an dernier : **les revendications ne sont plus l'apanage de quelques groupes ponctuels, bien précis, particulièrement insatisfaits du sort qui leur serait fait ;** elles traversent au contraire presque indifféremment la plus grande partie des différentes strates de la société. Voilà pourquoi le pessimisme collectif ne redescend pas : il s'appuie sur **une somme de ressentiments, qui eux-mêmes nourrissent le malaise global**. Chacun semble en quelque sorte trouver dans sa propre situation les preuves que « *décidément, rien ne s'arrange* ». Même si, au niveau individuel, beaucoup ont le sentiment que « pour eux, la situation est malgré tout moins préoccupante que pour les autres ».

C'est probablement dans **cet « aller-retour » incessant**, entre morosité collective ambiante, tenace, et récriminations individuelles, que se trouvent quelques-unes des explications à la situation actuelle.

Pour autant, **le décalage existant entre « jugements individuels » et « perceptions collectives » atteint maintenant un niveau tel qu'il ne peut manquer d'être considéré comme préoccupant** (Graphique 9).

Graphique 9
Le décalage « perceptions individuelles - perceptions collectives » atteint un niveau préoccupant

- Opinions sur l'évolution du niveau de vie, collectif ou personnel :
pourcentage de Français qui estiment qu'il va moins bien depuis dix ans –



Source : CREDOC, Enquêtes « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » (janvier de chaque année)

Rappelons une nouvelle fois que c'est cet écart de perspectives entre niveau de vie personnel et niveau de vie « des autres » que nous avons mis en avant, toutes ces dernières années, pour expliquer certaines des fluctuations de la consommation :

* Quand le décalage est **faible**, il a pour effet de plutôt « **dynamiser** » ceux qui pensent mieux s'en sortir que les autres (« *ma situation est meilleure que celle des autres – qui n'est pas si noire que cela, ou qui est en voie d'amélioration –; profitons-en pour faire les investissements, les achats dont j'ai besoin* »). C'était notamment la situation qui a prévalu en 2000-2001, avec un écart de 10 à 19 points.

* Quand le décalage est **fort (30 points et au-delà)**, il a pour effet d'inciter à la prudence, et **à ralentir la consommation** de ceux qui pensent pourtant, sinon tirer leur épingle du jeu, du moins s'en sortir moins mal que les autres : *« ma situation est malgré tout meilleure que celle des autres, mais la leur est tellement mauvaise que mon avantage personnel ne saurait durer. Soyons prudent : commençons à épargner ».*

L'écart de cette année (34 points) se situe, en tout état de cause, nettement au-delà du seuil « fatidique » des 30 points ; il est de l'ordre de celui précisément constaté en 1997, année marquée, faut-il le rappeler, par une relative « paralysie de la consommation ».

Heureusement, les statistiques sur la consommation des ménages de ces derniers mois n'ont pas montré de ralentissement tel que celui qui avait pu apparaître alors. Le dynamisme du crédit en 2005, et le recours par les ménages, ces derniers mois, à une certaine désépargne, constituent deux des explications au maintien d'un niveau de consommation jusqu'ici relativement bon. **Il reste que l'existence d'un tel écart entre perceptions individuelles et appréciations collectives ne peut qu'inciter les particuliers à adopter des attitudes prudentielles risquant de ralentir la dynamique consumériste**. D'autant, faut-il le souligner, qu'il y a encore sept mois, l'écart lui-même n'avait pas atteint les 30 points (il était de 26 en juin dernier).

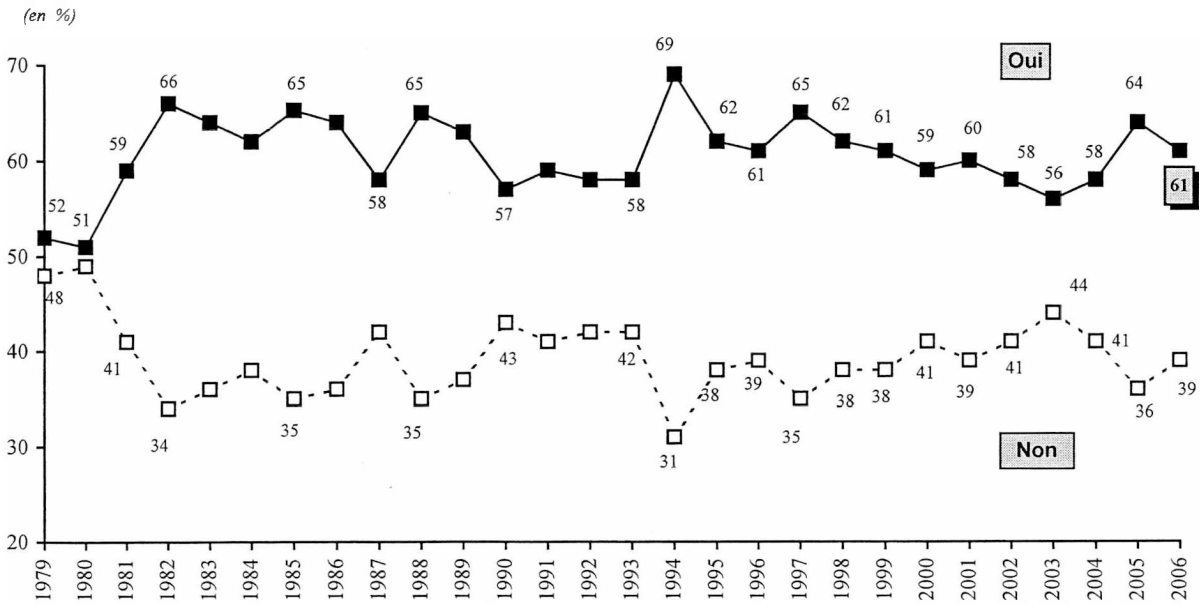
De fait, on peut déceler dans l'enquête **quelques signes d'un début de baisse de l'appétence à la consommation**. On en retiendra **deux** :

- D'abord, on sait qu'on peut trouver, dans l'observation **des restrictions ressenties**, à la fois le signe d'une véritable contrainte budgétaire et l'indice d'une envie de consommer plus. Or, alors que jusqu'aux deux dernières vagues d'enquête, les restrictions étaient très élevées (64% en janvier 2005, et même 66% en juin 2005), **elles reculent cette année, à 61%** (Graphique 10). Certes, cette baisse reste encore modérée, mais elle est le signe manifeste, à un moment où les tensions sur le pouvoir d'achat s'amplifient, que **l'envie d'acheter, le désir de consommer tendent à se contracter.**

  En tout état de cause, cette baisse de 3 points des restrictions se retrouve quasiment à l'identique pour tous les postes recensés dans l'enquête (- 4 points sur les vacances-loisirs, - 4 sur l'habillement, - 3 sur l'achat d'équipement ménager, - 2 sur la voiture,

- 2 sur le logement, ...), sauf, notons le, sur « les dépenses pour les enfants » (augmentation de 1 point des restrictions ressenties sur ce poste).

Graphique 10
Vous imposez-vous régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?



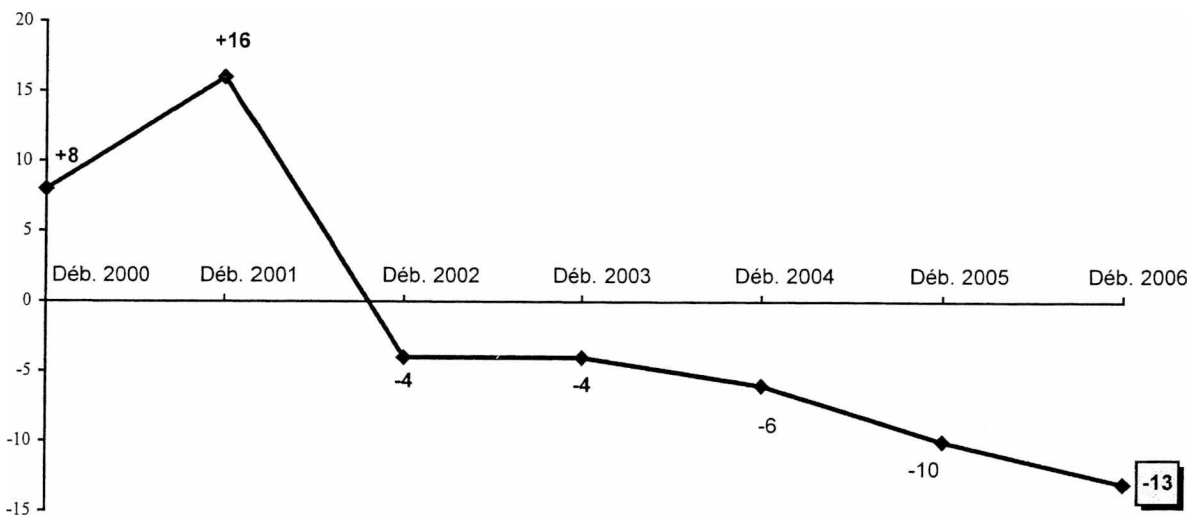
CREDOC, Enquêtes « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » (janvier de chaque année).

Quoi qu'il en soit, si les restrictions sont restées ces douze derniers mois au même niveau chez les ouvriers, elles ont reculé **quasiment partout**, et plus nettement encore dans les groupes qui déclaraient le plus « se serrer la ceinture » l'an dernier : les 25-34 ans (- 8 points) et les 35-49 ans (- 5 points), les femmes au foyer (- 10 points) et les employés (- 5 points), les bas revenus (- 5 points) comme les revenus moyens (1 500 à 2 300 €/mois, - 8 points). Cette baisse s'observe aussi chez les diplômés (- 6 points) et les fonctionnaires (- 7). On comprendra qu'une telle inflexion, dans des groupes *a priori* essentiels en matière de consommation, ne serait-ce que par le poids démographique qu'ils représentent, peut être considérée comme un signe précurseur, révélateur de cette moindre appétence.

- D'autre part, **les attitudes concernant l'opportunité de faire de gros achats** (meubles, télévision, voiture ...) **continuent de s'infléchir négativement**. Certes, cette question n'est disponible dans l'enquête que depuis le début 2000, c'est-à-dire une période relativement faste en matière de consommation. Mais on est bien obligé de constater que l'indicateur n'a jamais été aussi bas depuis six ans (Graphique 11) :

le nombre d'enquêtés estimant que la période est propice aux achats importants est **nettement plus faible** que le nombre de ceux qui trouvent la période défavorable (solde de – 13). L'an dernier, le taux était déjà largement négatif. Il a perdu 7 points en deux ans (Graphique 11).

Graphique 11
L'indicateur d'appétence conjoncturelle aux gros achats (meubles, télé, voiture, ...) [1] poursuit son recul



Source : CREDOC, Enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » (janvier de chaque année).

[1] Il s'agit du solde entre le pourcentage d'individus trouvant le moment propice pour faire des achats importants et le pourcentage de ceux trouvant le moment défavorable

Bien sûr, ces quelques signes apparents de diminution de l'appétence à la consommation ne constituent que des indices d'une inflexion possible, certainement pas une certitude de recul. Mais il faut bien remarquer que **ces symptômes se cumulent avec la poursuite de la dégradation du regard porté sur l'Euro**.

Car si l'Europe ne constitue pas aujourd'hui pour les Français une préoccupation de premier plan (*cf.* ci-dessus), les jugements qu'ils portent sur la monnaie commune sont de plus en plus acérés. **L'Euro devient en quelque sorte un bouc émissaire, le révélateur** désigné d'un certain nombre des malheurs de nos concitoyens, soumis à des ressentiments forts à l'égard de l'évolution du niveau de vie, aussi bien collectif qu'individuel.

Quatre ans après son introduction, **la diabolisation de l'impact que l'Euro exerce sur l'augmentation des prix** se poursuit donc à pas très cadencés : au moment de la mise en circulation de la nouvelle monnaie, en janvier 2002, seulement 24% des enquêtés considéraient que le passage à l'Euro était **« une mauvaise chose pour les consommateurs français »** ; le taux n'a cessé de croître, de façon quasi irrésistible, pour atteindre 68% l'an dernier et **77% maintenant** (Tableau 10) : 53 points de plus en quatre ans, 25 points supplémentaires ces deux dernières années !

Tableau 10
Pensez-vous que globalement, le passage à l'Euro a été, pour les consommateurs français ...

(en %)

	Début 2002	Début 2003	Début 2005	Début 2006	Evolution 2002-2006
. Plutôt une bonne chose	38	21	16	9	- 29
. Plutôt une mauvaise chose	**24**	**52**	**68**	**77**	**+ 53**
. Ni l'un, ni l'autre	37	26	16	14	- 23
. *Ne sait pas*	*1*	*1*	-	-	*- 1*
Ensemble de la population	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

Source : CREDOC, Enquêtes « *Conditions de vie et Aspirations des Français* ».

Un tel revirement est exceptionnel. Il l'est d'autant plus qu'il a touché, avec une unanimité confondante, tous les groupes socio-démographiques : les **« méfaits consuméristes » de l'Euro** sont dénoncés aujourd'hui par 72% des hauts revenus (plus de 3 100 Euros/mois) et 80% des bas (moins de 900 Euros/mois). Cette critique est portée aussi bien par 73% des cadres que 76% des ouvriers ou 77% des retraités ; elle culmine à 86% chez les non-diplômés et 84% chez les femmes au foyer. Même les diplômés du supérieur n'en sont pas exempts (66%).

N'y a-t-il pas là en fin de compte un stigmate de plus, parmi d'autres, de **cet écart manifestement grandissant entre l'opinion et ses dirigeants ?** En tout cas, c'est peut-être dans ce décalage ressenti que la « radicalité » exprimée par certains trouvent aujourd'hui son origine.

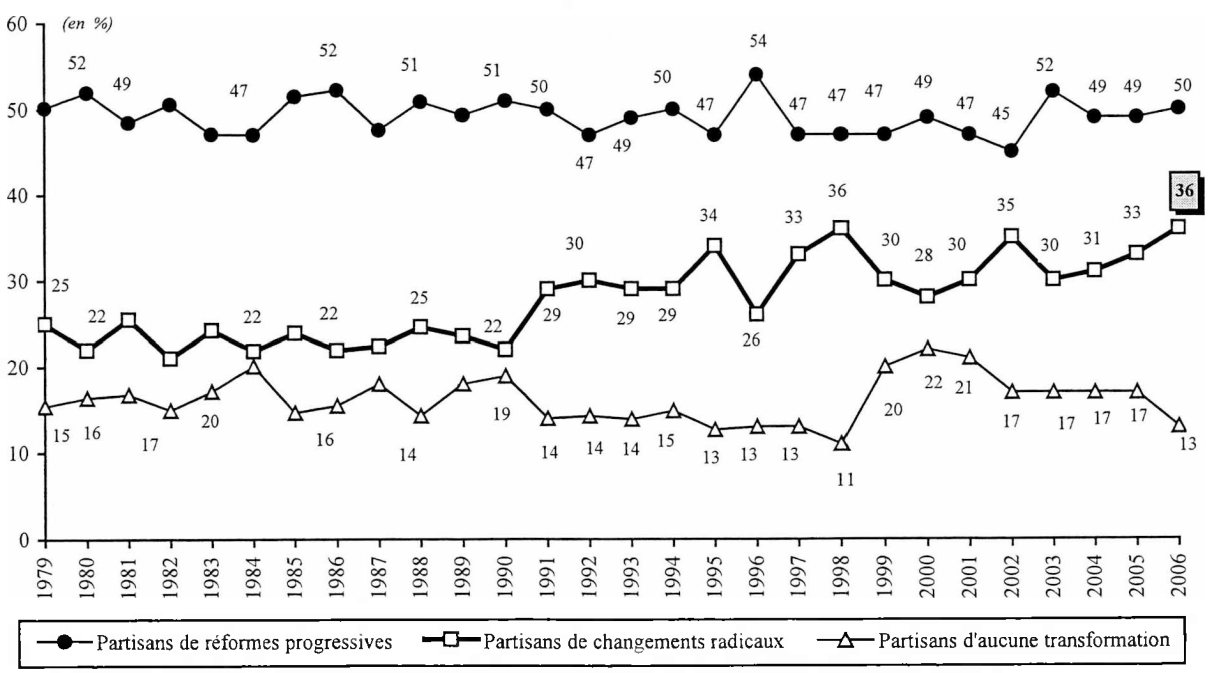
3. Le désir de réformer « radicalement » la société retrouve son plus haut niveau historique

Comment ne pas mettre en relation la crise de confiance collective qui tenaille le pays, la baisse du moral individuel et la montée pour le moins significative des demandes de « transformation profonde » de la société. Car si depuis 1979, **la volonté réformatrice** des Français a – au moins en déclarations – toujours été présente, **elle n'a que rarement atteint de tels niveaux** (Graphique 12) :

- Alors que ces quatre dernières années, elle était exprimée au total par 81 à 82% de nos concitoyens, elle l'est aujourd'hui par **86%, taux de loin le plus élevé depuis vingt-huit ans**, largement au-dessus du précédent record de début 1998 (83%).

- Mais surtout, cet accroissement du désir de réformes profondes de la société provient d'**une augmentation sensible du nombre de partisans de « changements radicaux »** (+ 3 points cette année), plus en tout cas que d'une montée des défenseurs d'évolutions progressives (+ 1 point).

Graphique 12
La demande de réformes « radicales » revient à son plus haut niveau historique



Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*

Au total, 36% des Français souhaitent aujourd'hui des réformes « radicales » de la société : le taux est revenu au niveau exceptionnel qu'il avait atteint au début 1998, sept mois après l'arrivée de L. Jospin au poste de Premier Ministre.

Le rapprochement est intéressant. Est-ce à dire que l'opinion exprimée ici traduit une attente forte à l'égard du nouveau gouvernement Villepin, encore en début de mandat, pour qu'il change vraiment les choses en profondeur ? Ou correspond-elle plutôt à la conviction revendicative d'une partie de la population, que ce gouvernement n'arrivera précisément pas, à un an des présidentielles, à réformer significativement la société, d'où cette demande accrue de « radicalité » ?

Quoi qu'il en soit, une chose est certaine : la progression, en ce début 2006, du nombre de demandeurs de changements radicaux de la société correspond à **la convergence de deux mouvements,** peut-être différents, mais tous deux révélateurs de l'impatience collective présente aujourd'hui dans la plupart des couches de la société :

- D'un côté, on trouve en effet les groupes **« habituellement » mécontents**, plutôt défavorisés et/ou communément plus revendicatifs qu'en moyenne (ouvriers, chômeurs, travailleurs indépendants, non-diplômés, 25-34 ans, ...). Dans ces groupes, la contestation « coutumière » est loin de reculer cette année, **elle s'exacerbe même** (Tableau 11). Le désappointement de ces catégories en matière de niveau de vie personnel contribue d'ailleurs clairement à cette irritation, au moins pour une partie d'entre elles (ouvriers, revenus moyens-bas, ...).

  En tout état de cause, dans ces groupes, le nombre de radicaux est cette année **très élevé** (40% environ) et **en hausse significative** (+ 2 à + 6 points en un an).

Tableau 11
Le pourcentage de partisans de réformes « radicales » de la société continue à croître dans les groupes « habituellement » revendicatifs

(en %)

	Début 2005	Début 2006	Evolution 2005-0006
Groupes classés par ordre décroissant du % de « radicaux » au début 2006			
. Chômeur	37	**42**	+ 5
. Ouvrier	37	**41**	+ 4
. Travailleur indépendant	38	**41**	+ 3
. Ne dispose d'aucun diplôme	34	**40**	+ 6
. Femme au foyer	38	**40**	+ 2
. 25-34 ans	37	**39**	+ 2
. Revenus compris entre 900 et 1 500 €/mois	35	**38**	+ 3
Ensemble de la population	**33**	**36**	**+ 3**

Source : CREDOC, Enquêtes « *Conditions de vie et Aspirations des Français* ».

- D'un autre côté, figurent **quelques catégories qui, cette année, ont tiré encore plus à la hausse la demande de transformations « radicales »** (+ 6 à + 12 points, *cf.* Tableau 12). Mais il s'agit, cette fois – et là est la nouveauté – de **groupes habituellement peu coutumiers de telles revendications** : ceux-ci trouvent aujourd'hui dans le climat général, dans l'évolution de la conjoncture sociale et économique, comme d'ailleurs dans le fonctionnement de la société et de ses institutions, des raisons profondes de mécontentement. Ils ressentent donc une envie impérieuse de voir le cours des choses changer. D'ailleurs, un élément commun, indubitable, les réunit : le pessimisme collectif les a tous envahi. On observe en effet que, **dans ces groupes, il y a eu cette année une nette poussée du sentiment de dégradation du niveau de vie de l'ensemble des Français** : + 12 à + 16 points en un an, contre + 11 en moyenne.

On trouve ici aussi bien les salariés en contrat à durée déterminée et en intérim (42% de « radicaux », + 12 points cette année !) que des catégories aisées (revenus élevés, cadres : 33-36% de radicaux, + 6 points). Mais on y repère aussi d'autres groupes que l'on n'a guère l'habitude de considérer comme « contestataires » : les 60-69 ans (36% de radicaux !), comme les habitants de communes rurales (35%). En un mot, **l'insatisfaction mise en évidence correspond à la diffusion d'un certain malaise sociétal : ces groupes sont peut-être plus exaspérés par « tout ce qui fonctionne mal dans notre société » que par de simples velléités catégorielles.**

Tableau 12
La montée du radicalisme a affecté aussi des groupes habituellement peu « contestataires »

(% d'individus souhaitant des réformes radicales de la société)

	Début 2005	Début 2006	Evolution 2005-0006
Les groupes où le nombre de radicaux a le plus augmenté cette année			
. Salarié en CDD ou en intérim	30	42	**+ 12**
. A de 60 à 69 ans	28	36	**+ 8**
. Réside à Paris et dans l'agglo. parisienne	29	36	**+ 7**
. Revenus du foyer supérieurs à 2 287 €/mois	30	36	**+ 6**
. Diplômé du bac ou d'un diplôme techn. équivalent au bac	30	36	**+ 6**
. Cadre (moyen ou supérieur)	27	33	**+ 6**
. Réside dans une commune de moins de 2 000 hab.	29	35	**+ 6**
Ensemble de la population	**33**	**36**	+ 3

Source : CREDOC, Enquêtes « *Conditions de vie et Aspirations des Français* ».

En un mot, c'est la **convergence** de ces deux types de mouvements revendicatifs que l'on retrouve dans la progression du radicalisme, cette année : **l'uniformisation des attitudes est flagrante**, même si les causes originelles de ces inflexions ne sont pas les mêmes.

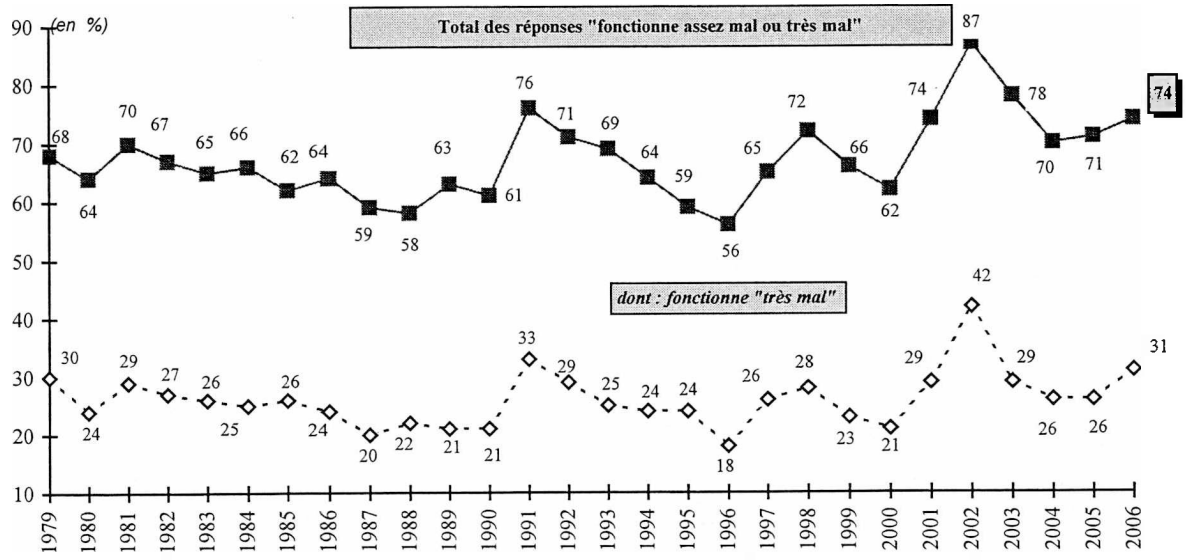
Une exception peut être cependant relevée : le radicalisme n'a pas augmenté ces douze derniers mois chez les diplômés du supérieur ; mais il faut rappeler qu'une nette progression était déjà intervenue chez eux l'an dernier (29% de radicaux cette année, 30% en 2005, mais 23% en 2004).

Il reste qu'on retrouve un autre élément convergent de ce mécontentement sociétal dans **l'insatisfaction grandissante exprimée à l'égard de l'institution judiciaire**. Ce mécontentement était déjà, au demeurant, très élevé. Mais il progresse de trois points encore par rapport à l'an dernier : **74% de la population estiment aujourd'hui que la justice française fonctionne mal** ; 31% jugent même qu'elle fonctionne « très mal » (+ 5 points cette année, *cf.* Graphique 13).

Il est vrai que l'enquête s'est déroulée dans la même période que le début des travaux de la Commission d'Enquête Parlementaire sur l'affaire dite d'Outreau, et que la retransmission télévisée – très suivie – de l'audition des acquittés, le 18 janvier 2006, a créé un profond émoi dans un corps social choqué, amené ainsi à s'interroger sur le

pouvoir parfois exorbitant de la « machine judiciaire », sur ses dysfonctionnements et sur ses méfaits possibles.

Graphique 13
Le pourcentage d'individus estimant que la justice fonctionne mal en France



Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*

Cette progression des critiques concernant l'institution judiciaire a pour ainsi dire affecté **tous les groupes sociaux** (à l'exception des travailleurs indépendants). De fait, la dénonciation du bon fonctionnement de la justice traverse maintenant – et très largement – toutes les franges du corps social : les reproches dépassent les 70% quels que soient les revenus, la localisation géographique et le niveau de diplômes (Tableau 13).

On note d'ailleurs une nette accentuation des critiques cette année chez les retraités (78%, + 11 points, contre + 3 en moyenne), et notamment – encore une fois – les 60-69 ans (80%, + 16 points en un an).

Tableau 13
Le pourcentage d'individus estimant que la justice fonctionne mal en France

- Comparaison dans quelques groupes -

(en %)

	Début 2006	Evolution 2005-2006
. Moins de 900 €/mois	72	=
. De 900 à 1 500 €/mois	78	+ 3
. De 1 500 à 3 100 €/mois	76	+ 4
. Plus de 3 100 €/mois	70	+ 3
. Réside dans une commune de moins de 2 000 hab.	73	+ 6
. Réside dans une agglo. de plus de 100 000 hab. (hors agglo. parisienne)	73	=
. Réside dans l'agglo. parisienne	75	+ 5
. Ne dispose d'aucun diplôme	77	+ 3
. Diplômé du bepc, tech. inférieur au bac	77	+ 5
. Bac ou supérieur	70	+ 2
Ensemble de la population	**74**	**+ 3**

Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*.

Voilà donc, finalement, une des spécificités les plus préoccupantes de la situation actuelle : **l'attente de réformes institutionnelles radicales est venue s'ajouter, se greffer sur le désir profond de revalorisation du pouvoir d'achat**, désir qui dominait seul l'an dernier.

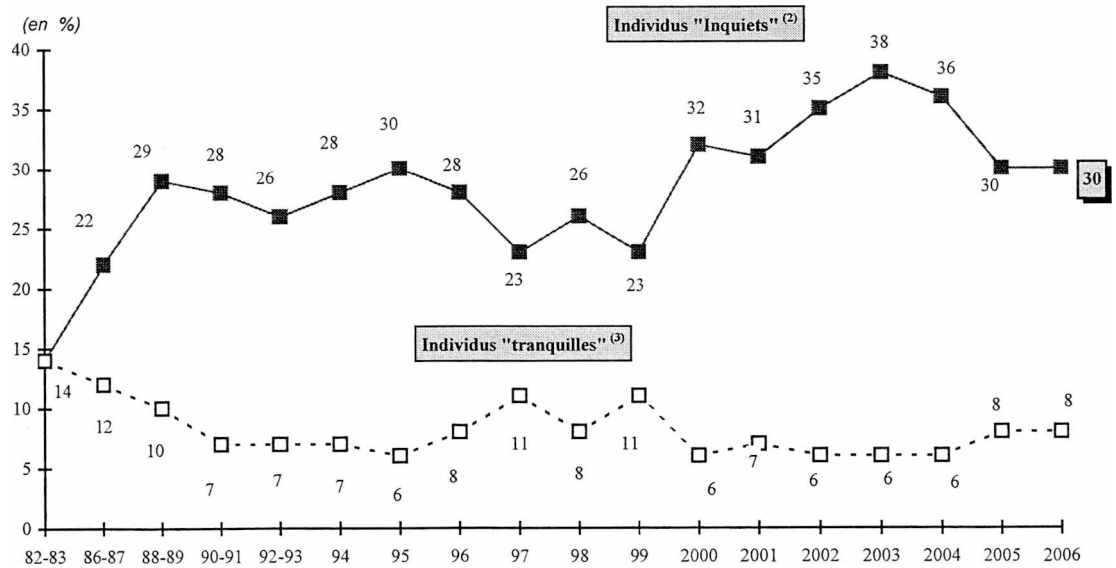
C'est le cumul des critiques institutionnelles et des velléités salariales qui explique le vif mécontentement de ce début 2006 : les deux reproches se nourrissent mutuellement, se font écho et se répondent, en amplifiant très directement le pessimisme collectif ambiant.

4. Les inquiétudes des Français se stabilisent, mais à un niveau élevé

Dans ce paysage relativement sombre, peut-être peut-on se réjouir que les inquiétudes ne se sont globalement pas amplifiées cette année. Parties de 14% en 1982, les craintes n'ont en effet cessé de grimper, par pallier, ces deux dernières décennies, pour atteindre les 38% au début 2003.

Certes, elles s'inscrivent encore à un niveau élevé : **30% de nos concitoyens sont aujourd'hui inquiets** (Graphique 14). Mais les peurs avaient sensiblement reculé l'an dernier, et elles ne sont globalement pas reparties à la hausse, alors même qu'on pouvait trouver, notamment dans la conjoncture sanitaire et sociale, des raisons fortes de nouvelle flambée (arrivée du virus de la grippe aviaire, crise des banlieues, épidémie due au virus du chikungunya ...). L'omniprésence même, l'étendue de la morosité collective de ce début 2006 aurait d'ailleurs pu, à elle seule, contribuer à une montée des appréhensions. Cela n'a pas été le cas. En ce sens, le maintien du seuil des 30% est en soi presque une bonne nouvelle.

Graphique 14
Une stabilisation des inquiétudes, mais à un niveau relativement élevé (1)



Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*.

(1) L'indicateur d'inquiétudes prend en compte quatre sujets différents : risque d'une maladie grave, risque d'un accident de la route, risque d'une agression dans la rue et risque d'un accident de centrale nucléaire.

(2) Pourcentage d'individus déclarant éprouver de l'inquiétude, pour eux ou pour leurs proches, face à chacun des quatre sujets retenus (**cumul** des quatre domaines).

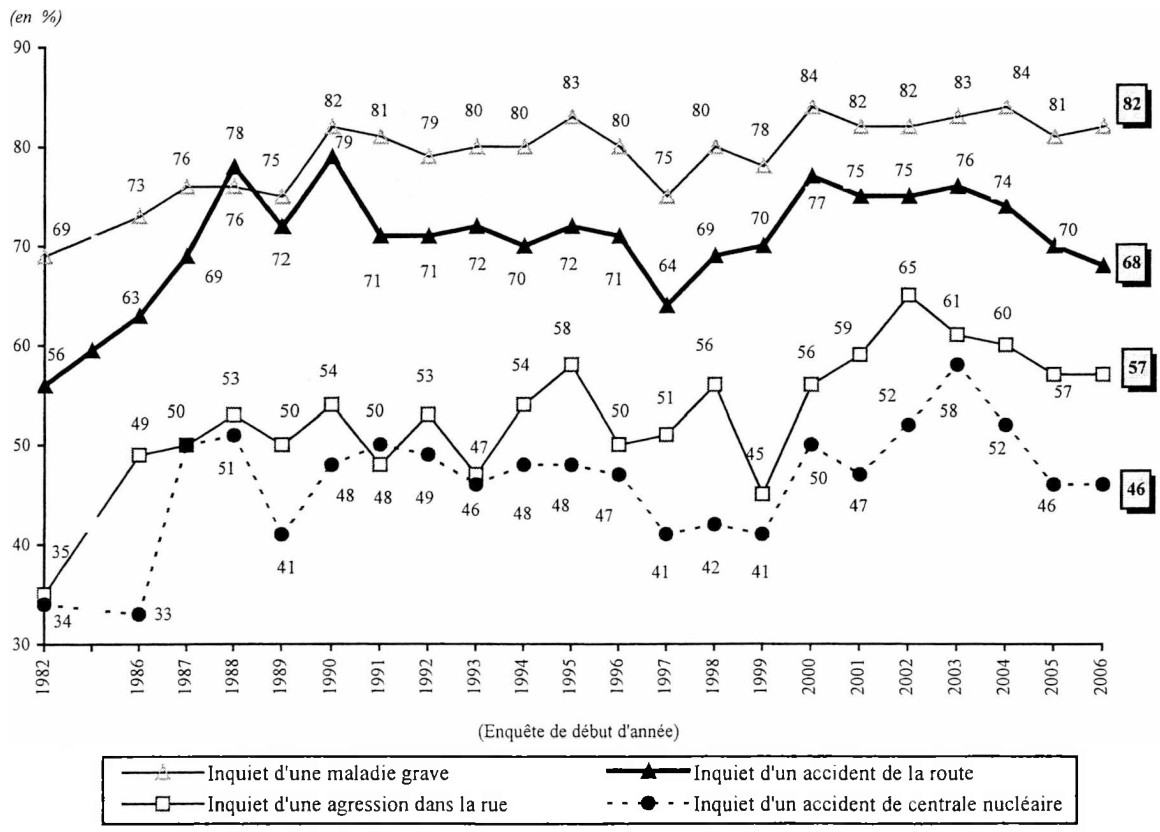
(3) Pourcentage d'individus déclarant ne pas éprouver d'inquiétudes, pour eux ou pour leurs proches, sur **aucun** des quatre sujets retenus.

Rappelons que notre indicateur synthétise les attitudes portant sur quatre variables différentes, **quatre sujets de risques distincts** (desquels le chômage a été volontairement exclu) : ces risques ont trait à des dangers aussi bien **individuels** (maladie grave, accident de la route, agression dans la rue) que **collectifs** (accident de centrale nucléaire). L'indicateur mesure le nombre de personnes **inquiètes conjointement sur les quatre thèmes** : il traduit donc une **« peur cumulée », non réductible à un seul sujet**.

De fait, l'observation des courbes du Graphique 15 met en évidence que la stabilisation de l'indicateur d'inquiétudes correspond cette année à une certaine stabilité apparente des craintes exprimées face à **chacun**, ou presque, des risques évoqués.

Examinées dans le détail cependant, **les choses sont peut-être plus complexes**.

Graphique 15
Une relative stabilisation des différentes peurs



Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »* (janvier de chaque année).

- Les appréhensions concernant **l'accident de centrale nucléaire** restent globalement au même niveau que l'an dernier (46%). Or, la crainte de la guerre a cette année sensiblement reculé (47% aujourd'hui, contre 53% au début 2005), et on sait combien la peur des conflits armés et celle de l'accident de centrale sont liées. Quoi qu'il en soit, les inquiétudes relatives à l'incident de centrale se sont stabilisées à un niveau inférieur à toute la période 2000-2004.

- Le maintien des peurs liées à **l'agression dans la rue** (57%) met, à vrai dire, un coup d'arrêt à la baisse sensible (- 8 points) qui était intervenue de 2003 à 2005, après la « flambée » des premiers mois de 2002.

  On constate néanmoins que cette stabilisation apparente n'est rien d'autre que la résultante de **mouvements contradictoires** (Tableau 14). La crainte de l'agression a en effet reculé vivement cette année chez les bas revenus (- 7 points), les femmes au foyer (- 7), les diplômés (- 5) et les habitants de grosses métropoles régionales (- 4).

  Par contre, elles se sont accrues chez certains, notamment chez les ouvriers (+ 6 points), les hauts revenus, les 50-64 ans, les Franciliens et les habitants de petites villes provinciales (2 000 à 20 000 âmes : + 7 points).

- La crainte de **l'accident de la route** continue à globalement s'infléchir (68%, - 2 points cette année, - 8 depuis 2003), signe que **la lutte contre l'insécurité routière** porte ses fruits, avec une baisse effective de la mortalité sur les routes. Encore que, là aussi, on remarque que les inquiétudes reculent dans certains groupes (habitants de communes rurales, employés, moins de 35 ans ...), pendant qu'elles remontent dans d'autres (par exemple chez les 50-64 ans, les Franciliens et les habitants de communes de 2 000 à 20 000 habitants).

- Enfin, la peur de la **maladie grave** reste d'un niveau particulièrement élevé (82%). Elle gagne même un point cette année. En fait, depuis le début 2000, cette crainte traverse, à plus de 80%, tout le corps social et les évènements sanitaires récents (SRAS, grippe aviaire, ...) ne laissent pas penser que ce taux pourrait prochainement décliner. On observe même au début 2006 une remontée assez significative des craintes sanitaires chez les femmes au foyer (89% d'inquiètes de la maladie grave, + 8 points en douze mois).

Tableau 14
La peur de l'agression dans la rue a, cette année, reculé dans certains groupes, tandis qu'elle s'est accrue dans d'autres

(% d'individus inquiets d'une agression dans la rue)

	Début 2005	Début 2006	Evolution 2005-2006
Groupes où le pourcentage d'inquiets d'une agression dans la rue a reculé			
. Travailleur indépendant	52	42	- 10
. Femme au foyer	73	66	- 7
. Revenus du foyer inférieurs à 915 €/mois	63	56	- 7
. 25-34 ans	63	56	- 7
. Diplômé du bac ou du supérieur	51	46	- 5
. Réside dans une agglo. de 100 000 hab. et plus (hors agglo. parisienne)	59	55	- 4
Ensemble de la population	**57**	**57**	=
Groupes où le pourcentage a augmenté			
. Réside dans des petites communes, de 2 000 à 20 000 hab.	57	64	+ 7
. Ouvrier	58	64	+ 6
. Titulaire du bepc seulement	56	61	+ 5
. 50-64 ans	51	55	+ 4
. Revenus du foyer supérieurs à 2 287 €/mois	50	54	+ 4
. Réside à Paris et dans l'agglo. parisienne	56	59	+ 3

Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*.

Toujours est-il qu'analysé globalement, « l'indicateur d'inquiétudes » s'est maintenu à son niveau de l'an dernier, après l'inflexion sensible intervenue alors.

Faut-il rappeler que depuis déjà plusieurs années, nous présentons la montée régulière et quasi-inexorable des inquiétudes comme le révélateur d'un trouble profond, **un « malaise existentiel » correspondant à la diffusion d'un état d'esprit symptomatique** : cet état d'esprit reflète la conviction du plus grand nombre d'être totalement partie prenante d'une société éminemment fragile, **en permanence** confrontée à des dangers **majeurs**, multiformes, **sans cesse renouvelés**, quasi inévitables, périls face auxquels beaucoup ressentent **une totale impuissance, collective et individuelle.**

Que ce malaise soit encore en partie présent ne fait aucun doute : avec 30% d'inquiets dans la société française, le niveau des craintes est d'un taux équivalent à ses plus hauts sommets des années 90. Mais ce pourcentage avait, depuis, grimpé jusqu'à atteindre les

38% en début 2003. Ce malaise serait-il en train de se réduire, ou plutôt serait-il en train d'être contenu durablement ?

L'an dernier, nous nous interrogions déjà : *« ce sentiment **d'impuissance** ressenti s'est-il émoussé ? [...] Est-ce le sentiment **d'accumulation des risques** qui recule ? Est-ce, à un moment de montée des mécontentements, une réaction de refus très volontariste, de **déni d'une prétendue inéluctabilité des dangers** ? »*[3].

Nous n'avions pu répondre alors à ces interrogations. Avouons qu'il est toujours aussi difficile de trancher, douze mois après. **Au moins deux raisons appellent ici à une grande prudence :**

- D'abord, **la stabilisation de cette année n'est qu'apparente**. En effet, alors que le nombre d'inquiets était redescendu d'un coup l'an dernier (à 30%), il est en fait remonté de façon tout aussi soudaine, de 12 points, il y a à peine six mois, en juin 2005 (42%). Le « non » au référendum constitutionnel européen et l'annonce, dans la foulée, du départ de J.-P. Raffarin ont donc suffi, pour ne parler que des évènements les plus apparents, à faire remonter l'indicateur à un niveau historique jamais atteint. Ce bond est d'ailleurs d'autant plus significatif que notre méthode de mesure des craintes repose, rappelons-le, sur **quatre** variables distinctes, ce qui tend en théorie à atténuer ses variations conjoncturelles.

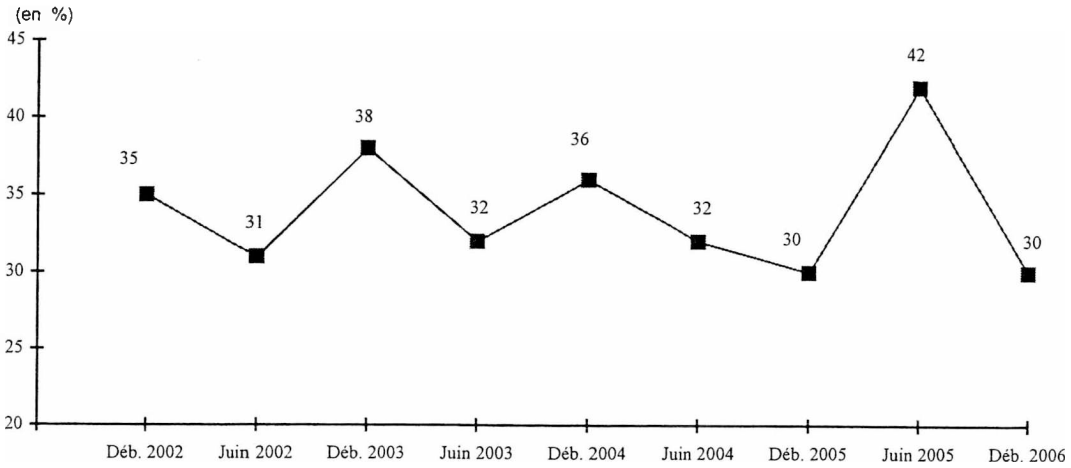
  Certes, on peut considérer que la redescente, tout aussi rapide, des craintes déclarées est, au début 2006, un signe favorable, un indice d'une tendance baissière ; mais on conviendra que la situation est loin d'être stabilisée et qu'il y a aujourd'hui, dans le domaine des peurs, **une sensibilité, une accoutumance telles de l'opinion que la fièvre peut à tout moment se diffuser à vitesse plus qu'accélérée**.

  Le Graphique 16, qui présente l'évolution du pourcentage d'inquiets, **semestre par semestre** depuis 2002, confirme **l'accroissement de ces fluctuations** ces derniers mois.

---

[3] Voir : « *Début 2005 : Avec la montée des ressentiments, le corps social passe de la résignation à l'esprit de revendication* », G. Hatchuel, CREDOC, mars 2005.

Graphique 16
L'évolution du pourcentage d'inquiets, semestre par semestre, depuis 2002



Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*.

- C'est cette même **instabilité** qui réapparaît, tout aussi déroutante, quand on examine **les variations catégorielles** des inquiétudes intervenues entre les débuts 2005 et 2006. On observe en effet que si, dans la période, le pourcentage d'inquiets est resté stable au niveau global, **il est sérieusement remonté dans certaines catégories, tandis qu'il s'est réduit dans d'autres** (Tableau 15).

  Or, ces mouvements de sens contraire ne sont pas toujours apparemment très compréhensibles (rappelons que nous avons justement parlé de « mal-être insaisissable »). On remarque, en tout état de cause, qu'il y a eu, ces douze derniers mois, un certain **nivellement des inquiétudes**, celles-ci ayant grimpé chez les revenus moyens et hauts, chez les cadres, les 50-64 ans et les retraités ; à l'inverse, les craintes ont reculé très sensiblement chez les bas revenus, chez les femmes au foyer et les jeunes.

  Mais, en même temps que s'est opérée cette uniformisation des écarts en fonction du niveau des ressources, **une autre accentuation est intervenue en fonction du diplôme** : les inquiétudes ont reculé chez les diplômés (déjà les moins inquiets) et se sont accrues chez les non-diplômés (Tableau 15). Il est donc difficile de parler de situation stabilisée : **les inquiétudes évoluent encore, mais pas toutes à la baisse, loin de là.**

Tableau 15
La stabilité globale des inquiétudes masque de sensibles variations catégorielles, aussi bien en hausse qu'en baisse

(Pourcentage d'inquiets)

	Début 2005	Début 2006	Evolution 2005-2006	
			+	-
Catégories classées en fonction des revenus du foyer				
. Moins de 915 €/mois	39	28		**- 11**
. De 1 524 à 1 829 €/mois	32	**35**	**+ 3**	
. Plus de 2 287 €/mois	23	26	**+ 3**	
Catégories classées en fonction de la profession				
. Femme au foyer	45	**40**		**- 5**
. Ouvrier	35	**38**	**+ 3**	
. Employé	36	30		**- 6**
. Cadre (supérieur ou moyen)	20	23	**+ 3**	
. Retraité	27	31	**+ 4**	
Catégories classées en fonction de l'âge				
. Moins de 25 ans	32	27		**- 5**
. 25 à 34 ans	33	28		**- 5**
. 35 à 49 ans	30	29		**- 1**
. 50 à 64 ans	25	31	**+ 6**	
. 65 ans et plus	32	31		**- 1**
Catégories classées en fonction du niveau de formation				
. Aucun diplôme (ou Cep)	37	**40**	**+ 3**	
. Diplômé du bepc ou d'un diplôme technique inf. au bac	27	28	**+ 1**	
. Diplômé du bac ou du supérieur	25	21		**- 4**
Catégories classées en fonction du lieu de résidence				
. Moins de 2 000 habitants	29	27		**- 2**
. 2 000 à 20 000 habitants	30	**39**	**+ 9**	
. 20 000 à 100 000 habitants	33	27		**- 6**
. 100 000 habitants et plus (hors agglomération parisienne)	29	27		**- 2**
. Paris – agglomération parisienne	32	29		**- 3**
Ensemble de la population	**30**	**30**	=	=

Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*

Exemple de lecture : au début 2006, 28 % des titulaires de faibles revenus sont inquiets, soit 11 points de moins qu'en 2005.

En définitive, ces quelques éléments ne nous permettent pas de conclure en toute certitude. Mais ils laissent penser que le « malaise existentiel », que les peurs traduisent, est toujours présent dans la société – même s'il est plus fluctuant – et qu'il traverse probablement toutes les couches de la société, même les plus aisées (chez elles, les peurs ont augmenté cette année). **Les classes moyennes** seraient peut-être même plus touchées que les bas revenus en ce début 2006, ce que l'on n'avait pas constaté depuis longtemps. **Comme si, en quelque sorte, l'argent ne protégeait plus à lui seul contre**

les attaques de cette anxiété profonde, de ce mal-être que l'on dira cette année encore plus fuyant et impalpable.

Une chose est sûre : **seul le diplôme apparaît aujourd'hui constituer un rempart contre cette inquiétude troublante qui étreint encore**, il faut le garder à l'esprit, **une bonne partie de la population hexagonale**.

5. Le « retour du social » n'empêche pas les Français de continuer à s'interroger sur les effets déresponsabilisants de certaines aides publiques

Voilà maintenant sept ans que nous évoquons, dans les livraisons successives de cette note de conjoncture, les interrogations plus ou moins acérées des Français **sur les effets déresponsabilisants que peuvent générer certaines prestations sociales**.

Apparu très tôt, en 1996-1997, ce courant, parfois « suspicieux », parfois simplement révélateur d'un souci de bonne gestion des finances publiques, avait culminé dans l'opinion en 2000-2001, avec le retour d'une conjoncture économique florissante et le début de baisse ressentie du chômage. Mais la dégradation progressive du climat intervenue depuis, la remontée manifeste du nombre de chômeurs et l'accroissement quasi-inexorable du pessimisme sociétal, n'avaient pas jusqu'ici contribué – tout au contraire – à faire régresser les doutes de la population, son appel **à une plus grande responsabilisation à l'égard des modalités de distribution des aides sociales**.

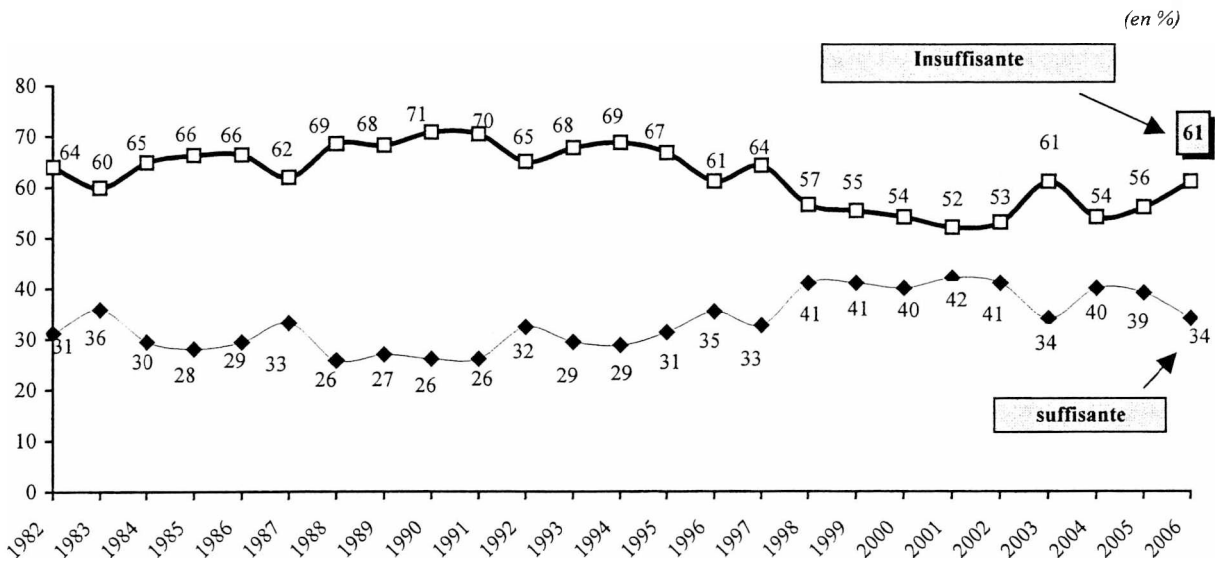
Un changement profond s'amorcerait-il cette année ? Il est bien sûr trop tôt pour l'affirmer, mais on observe que **les interrogations suscitées par cette question s'atténuent sensiblement**. Même si, il faut le préciser, le retour du social est loin d'avoir, pour l'instant, fait disparaître les préventions d'une bonne partie de la population.

En un mot, une **cohabitation singulière** prévaut cette année, une juxtaposition insolite entre d'un côté de fortes attentes d'aides publiques, un refus certain de l'exclusion, et de l'autre, des réserves toujours saillantes – même si elles sont en recul – à l'égard des risques que les aides sociales peuvent susciter en matière de désincitation au travail. Autrement dit, il apparaît que **les Français veulent aujourd'hui plus de social en même temps qu'ils semblent encore s'en méfier.**

Premier élément indubitable de ce constat : le début 2006 voit émerger, avec la dégradation du climat, **une plus forte appétence à l'égard du social**. Certes, la remontée des préoccupations relatives au chômage ou à la pauvreté en France en est la manifestation la plus criante (*cf.* ci-dessus). Mais elle se conjugue avec une attente plus aiguë, d'abord à l'égard des prestations familiales, ensuite et surtout en matière de lutte contre la pauvreté :

- Ainsi, le pourcentage d'individus se plaignant de **l'insuffisance du montant des prestations versées aux familles a gagné 5 points** ces douze derniers mois, à 61%. Depuis 1997, ce taux n'avait, à vrai dire, été aussi élevé qu'une seule fois, en 2003 (Graphique 17). Cette progression se retrouve d'ailleurs dans pratiquement tous les groupes socio-démographiques, y compris les cadres (+ 9 points cette année) et les hauts revenus (+ 6 points).

Graphique 17
Les familles qui ont des enfants touchent des prestations (les prestations familiales), destinées à les aider. Pensez-vous que cette aide est globalement ...

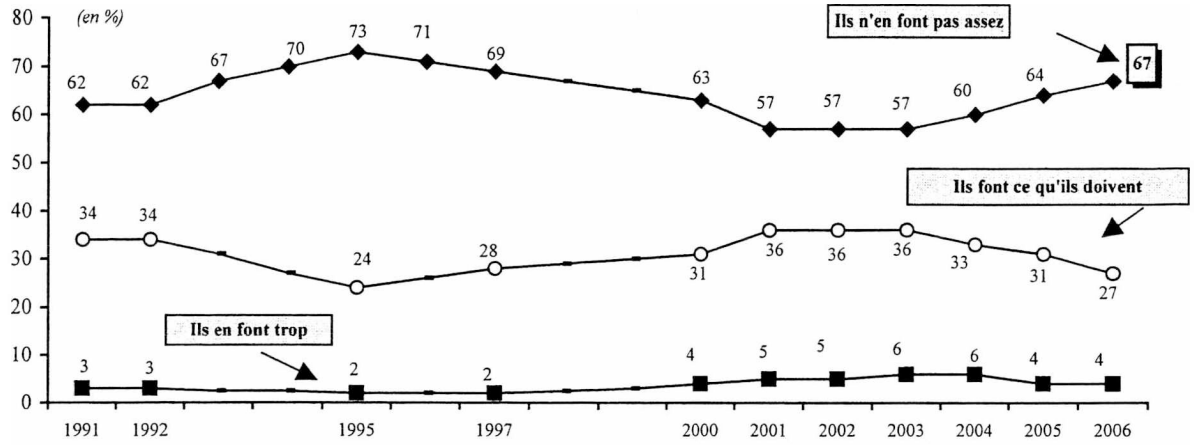


Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

- Conjointement, la demande d'intervention, de soutien envers les plus défavorisés s'affirme : **67% de la population estiment aujourd'hui que les pouvoirs publics « n'en font pas assez pour les plus démunis »**. Le taux a gagné 3 points cette année, 7 en deux ans ; il n'avait jamais été aussi élevé depuis le début des années 2000 (Graphique 18).

Graphique 18
Une demande accrue d'intervention envers les plus défavorisés

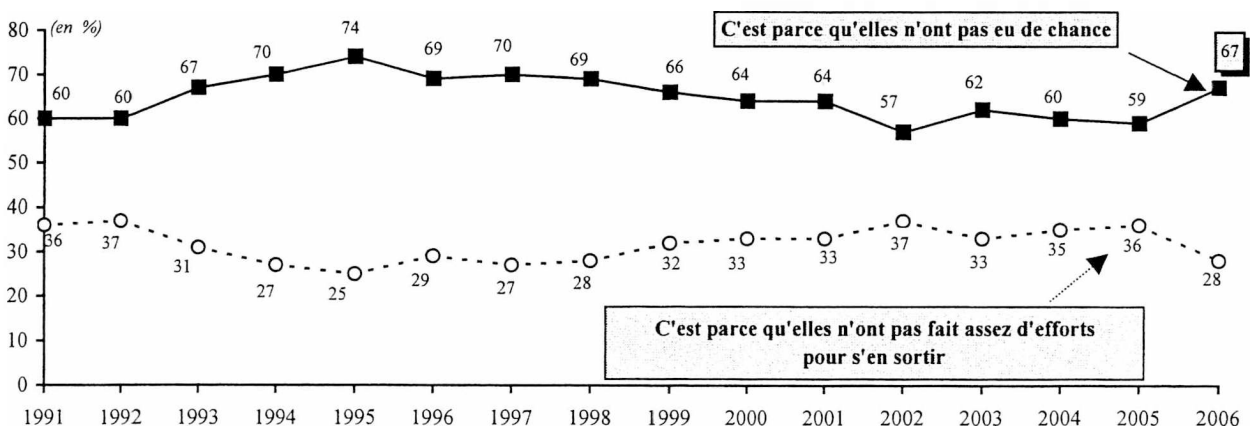
Estimez-vous que les pouvoirs publics font trop, font ce qu'ils doivent ou ne font pas assez pour les plus démunis ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

- Parallèlement, la compassion à l'égard des plus nécessiteux repart à la hausse : 67% des enquêtés **(8 points de plus en douze mois)** considèrent que les personnes en situation de pauvreté le sont, non parce qu'elles n'ont pas fait d'efforts pour s'en sortir, mais parce qu'**elles n'ont pas eu de chance**. Là aussi, le taux n'avait jamais atteint, depuis 1998, un tel niveau (Graphique 19).

Graphique 19
Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui, selon vous, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ?



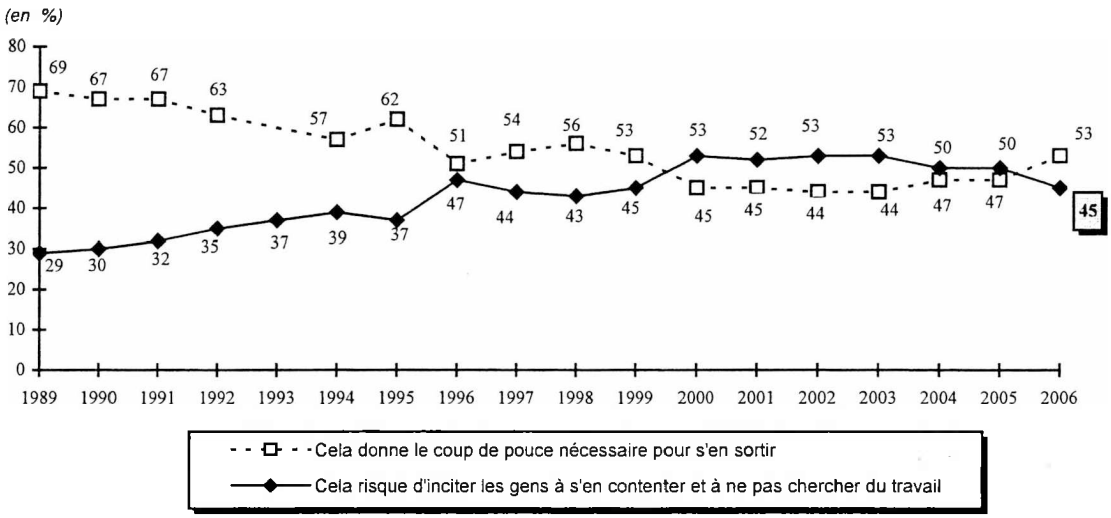
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

Cette demande plus affirmée d'intervention sociale ne va cependant pas, nous l'avons dit, jusqu'à effacer les critiques formulées sur les modalités de versement des aides publiques, et notamment celles ayant trait **aux effets « déresponsabilisants » du RMI.**

Au contraire, **elles restent présentes, même si elles s'atténuent quelque peu**. Ainsi, 45% de la population estiment que **« le RMI risque d'inciter les bénéficiaires à s'en contenter et à ne pas chercher du travail ».** Le pourcentage est élevé, mais il a reculé de 5 points cette année (Graphique 20).

Il apparaît même que, pour la première fois depuis 1999, **la courbe de la « compassion » est repassée au-dessus de celle de la « responsabilisation ».**

Graphique 20
Au sujet du revenu minimum d'insertion (RMI), pensez-vous plutôt que :



Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »* (janvier de chaque année)

Le plus frappant est que le recul des griefs à l'égard du RMI a été nettement plus accentué cette année **dans les groupes habituellement les plus « sensibles » aux risques désincitatifs de la prestation** (Tableau 16) **:**

- On sait que la dénonciation des effets « néfastes » du Revenu Minimum était, ces dernières années, plus marquée dans les catégories moyennes et celles du bas de l'échelle. Or, c'est précisément dans ces groupes que l'inflexion a été le plus nette : - 17 points chez les bas revenus, - 14 chez les ouvriers, - 6 chez les employés et - 11 chez les cadres moyens. La baisse a été forte également dans les villes de province et chez les 25-49 ans. De fait, aujourd'hui **seuls trois groupes dénoncent encore en majorité les effets du RMI** : les travailleurs indépendants (53%, mais un recul de 9 points cette année), les plus de 65 ans (52%, - 4 points) et les non-diplômés (51%, - 5 points).

- Dans les catégories qui critiquent habituellement moins la prestation, le mouvement d'apaisement ne se retrouve pas avec la même amplitude. On enregistre même une augmentation des reproches chez les cadres supérieurs (+ 1 point), les Franciliens (+ 2) ou les moins de 24 ans (+ 4).

Tableau 16
Evolution 2005-2006 du pourcentage d'individus estimant que « le RMI risque d'inciter les gens à s'en contenter et à ne pas chercher de travail »

(%)

	Début 2005	Début 2006	Evolution 2005-2006
. Moins de 900 €/mois	50	33	**- 17**
. De 1 500 à 2 300 €/mois	52	45	**- 7**
. 3 100 €/mois et plus	46	45	- 1
. Ne dispose d'aucun diplôme	56	**51**	- 5
. Diplômé du bac ou du supérieur	44	39	- 5
. Travailleur indépendant	62	**53**	**- 9**
. Ouvrier	55	41	**- 14**
. Employé	52	46	**- 6**
. Femme au foyer	52	**49**	- 3
. Profession intermédiaire	48	37	**- 11**
. Cadre supérieur	34	35	+ 1
. 24 ans et moins	45	**49**	+ 4
. 25 à 34 ans	50	40	**- 10**
. 35 à 49 ans	51	42	**- 9**
. 65 ans et plus	56	**52**	- 4
. Moins de 20 000 habitants	55	47	**- 8**
. 100 000 habitants et plus (hors agglomération parisienne)	50	43	**- 7**
. Paris – agglomération parisienne	38	40	+ 2
Ensemble de la population	**50**	**45**	**- 5**

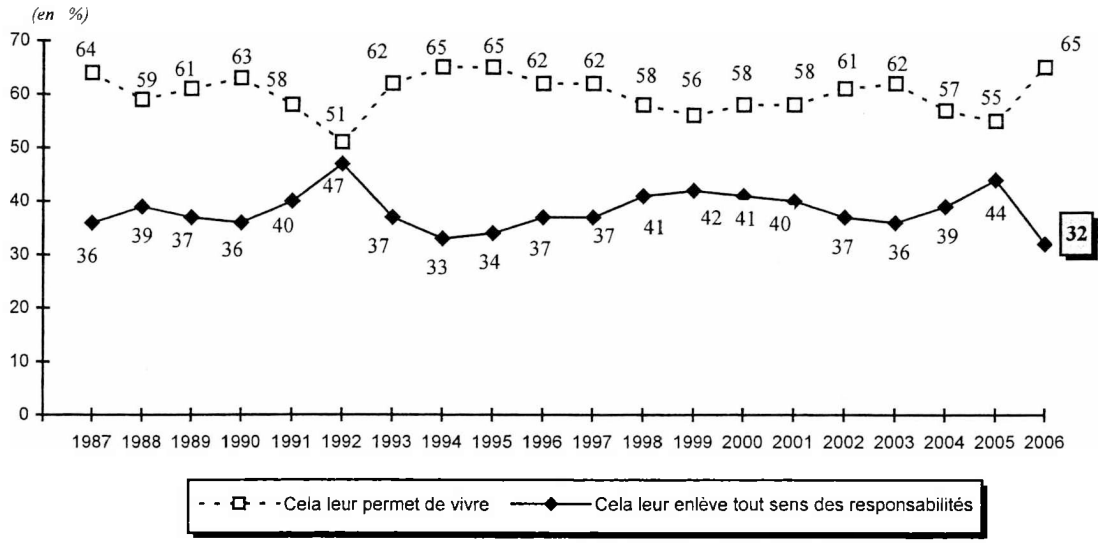
Source : CREDOC, Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*

Ainsi, le « retour du social » a fait reculer la dénonciation des effets pervers du RMI **dans les classes moyennes et au bas de l'échelle des revenus**, bien plus en tout cas que dans les autres groupes, ceux qui étaient, ces dernières années, relativement peu soucieux de ces risques.

Le même mouvement – encore plus accentué – **de recul de la « suspicion »** se retrouve quand il s'agit de savoir si la prise en charge collective des familles démunies enlève à ces foyers « tout sens des responsabilités ». La formulation est peut-être un peu vague (*cf.* Graphique 21), sûrement moins concrète que dans le cas du RMI. Toujours est-il

que 32% de la population croient à cette déresponsabilisation. C'est **12 points de moins que l'an dernier** ! En un mot, il y a bien, en ce début 2006, **un recul des interrogations concernant les « effets pervers » des aides sociales** : jamais le taux n'a été aussi bas depuis 1987, date d'insertion de cette question dans l'enquête.

Graphique 21
Faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Quoi qu'il en soit, ces différentes inflexions, si accentuées soient-elles, n'empêchent pas la population d'être toujours, sur ce sujet, relativement **divisée**. Car quand il ne s'agit plus d'une formulation générale sur la perte du « sens des responsabilités », mais des risques que les aides peuvent très directement susciter en matière de désincitation au travail, **en matière de reprise d'une activité professionnelle**, les interrogations restent conséquentes.

On en prendra pour preuve que 76% de la population estiment toujours que les *minima* sociaux concurrencent les emplois les moins rémunérés. Le chiffre a certes reculé (- 5 points), mais il reste élevé. De même, les deux tiers de la population (67%, - 3 points cette année) pensent encore que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi (Tableau 17).

Tableau 17
Les interrogations sur les aides sociales persistent lorsqu'il s'agit du risque de « désincitation » au travail

(en %)

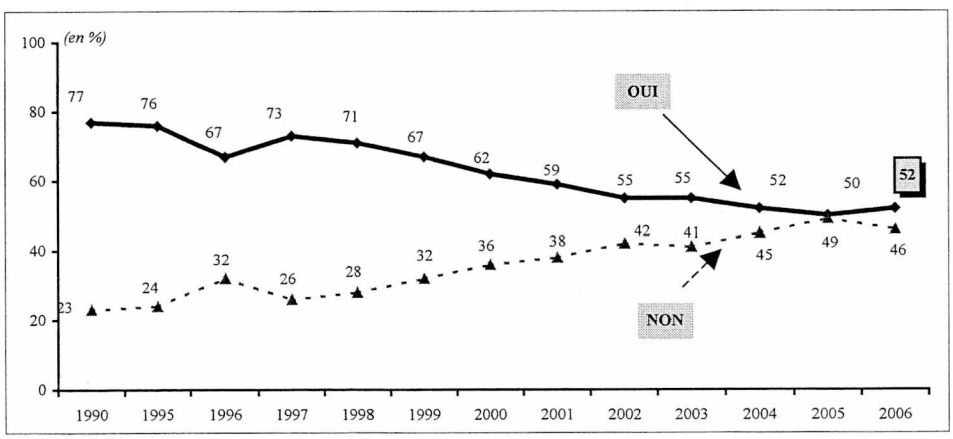
	Début 1998	Début 1999	Début 2000	Début 2001	Début 2002	Début 2003	Début 2004	Début 2005	Début 2006
. Est d'accord avec l'idée qu'il est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire	Non posé	71	**77**	**76**	**79**	**78**	**76**	**81**	**76**
. Pense que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi	57	63	**68**	**70**	**73**	**69**	**67**	**70**	**67**

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Quant à l'idée d'indemniser systématiquement tous les chômeurs, partagée par 52% de la population, elle repart à la hausse. Certes, cette remontée n'est que de deux points seulement, mais elle est très symbolique : elle marque en tout cas, un coup d'arrêt - définitif ?- à ce qui était un des mouvements de fond les plus affirmés de ces dernières années (Graphique 22). Pour autant, **46% de la population estiment encore que tous les chômeurs ne doivent pas être indemnisés**.

Graphique 22
Une remontée de l'idée d'indemniser systématiquement tous les chômeurs

Actuellement, près de la moitié des chômeurs ne perçoivent aucune indemnité de chômage.
Vous personnellement, pensez-vous que tous les chômeurs devraient être indemnisés ?



Source : CREDOC - Enquêtes *« Conditions de vie et Aspirations des Français »*.

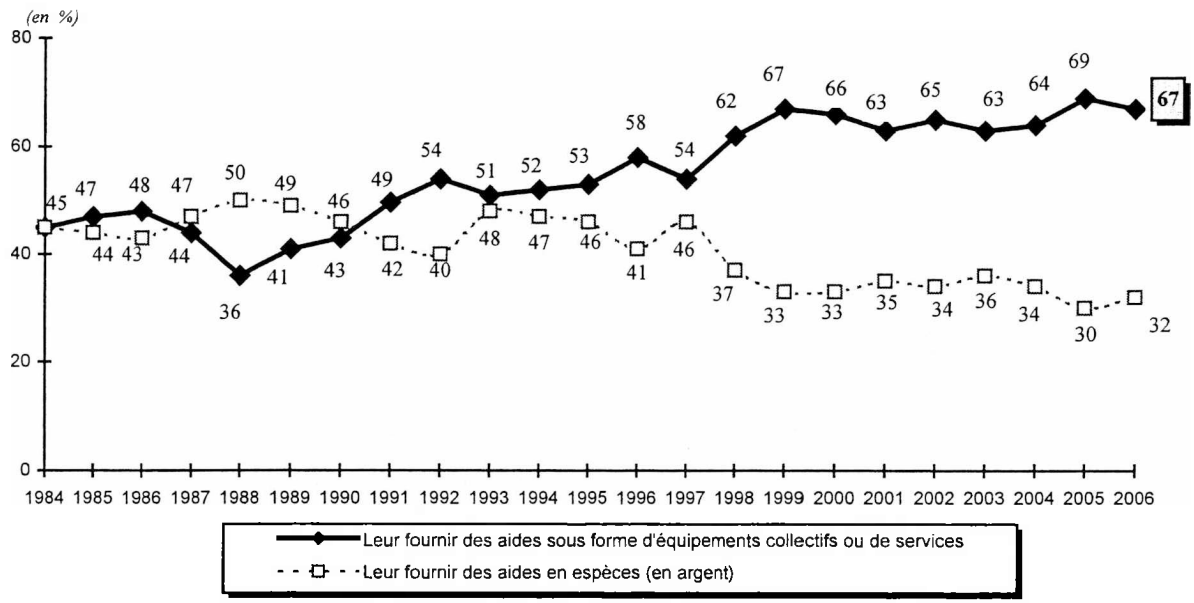
Un autre signe de cette permanence du désir de meilleure responsabilisation des bénéficiaires de prestations sociales **se retrouve dans la demande des Français de « contrôler », tant que faire se peut, l'utilisation des aides versées. Cette attente continue notamment à s'affirmer** en matière de politique familiale. Ainsi, 67% des enquêtés estiment aujourd'hui préférable, pour mieux aider les familles, de leur fournir

des aides sous forme d'équipements et de services, c'est-à-dire, de leur fournir des prestations **en nature plutôt qu'en espèces** (Graphique 23).

Le pourcentage a certes reculé de deux points ces douze derniers mois, mais il reste d'un niveau comparable à celui de ces dernières années, sans aucune commune mesure avec ce qu'était la situation au début des années 90 (67% aujourd'hui, contre 43-54% en 1990-1994).

Graphique 23
Des aides en nature avant tout

Entre les deux solutions suivantes, laquelle vous semble préférable pour mieux aider les familles ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Ainsi, le « retour du social » de ce début 2006 est surtout **un refus de l'exclusion**, une demande de meilleure insertion des populations les plus démunies et, précisément, **un désir de « ciblage » des aides vers ceux qui en ont manifestement le plus besoin**. Il est probable que les appréciations très négatives concernant le niveau de vie collectif ont joué ici un rôle majeur : l'Etat-Providence a le devoir de permettre à ses bénéficiaires de « vivre ». Il n'en reste pas moins que la population hexagonale, soumise à la fois à des velléités revendicatives et à un certain malaise sociétal, continue à s'interroger sur les effets de certaines aides sociales, à leur impact désincitatif à la reprise d'une activité. L'opinion conjugue ainsi, en tentant de les concilier au mieux, **compassion à l'égard des plus démunis** et **vigilance prudente envers les politiques publiques.**

En guise de conclusion

Désirs intenses de réformes profondes de la société, scepticisme tenace en matière de lutte contre le chômage, baisse du moral individuel, pessimisme généralisé à l'égard de l'évolution du niveau de vie collectif … Véritablement, en ce début 2006, **les Français sont désenchantés et le pays, mal dans sa peau**.

Comment résumer autrement, au terme de cette analyse, cette somme de ressentiments, cette multiplication de griefs et surtout **ce défaitisme collectif**, cette morosité sociétale déconcertante, mais presque monotone, qui nappent, enveloppent totalement, dans une unanimité impressionnante, les différentes strates du corps social. Ce n'est pas peu dire que **l'insatisfaction grandit dans la société** : elle a déjà quasiment retrouvé ses niveaux records, saisissants, des années 1997-1998 (voir ci-après « l'Espace Général des Opinions »).

Le plus déroutant est aujourd'hui certainement **le cumul des maux ressentis**, l'accumulation des blessures intérieures, cet **aller-retour incessant**, lancinant, entre morosité collective et mécontentements individuels. L'an dernier déjà, constatant **la convergence catégorielle des récriminations**, n'écrivions-nous pas : « *c'est cette convergence qui mérite le plus d'attention : […] elle porte en germe, comme cela avait pu être le cas il y a quelques années, le renoncement, la démoralisation et, in fine, la montée des radicalités* ».

Nous y sommes ! **La démoralisation** se lit dans ce vague à l'âme collectif qui étreint et accable la population hexagonale. La **radicalité** commence à s'observer dans l'expression de l'attente, exacerbée, de mutation profonde de la société.

Bien entendu, on peut toujours, en changeant l'angle du regard porté – tout est relatif – voir l'évolution des opinions de façon, sinon totalement positive, du moins de manière délibérément volontariste. Ainsi, observés **sur les six derniers mois**, quelques éléments ponctuels peuvent permettre **d'oser entrevoir un début de sortie du tunnel** : les anticipations négatives à l'égard du chômage ont commencé, lentement, à reculer ; l'indicateur résumé du moral individuel – qui était certes des plus noirs en juin dernier – tend prudemment à s'améliorer ; les ménages s'inquiètent plus pour leur situation présente que pour leurs conditions de vie à venir, signe que l'espoir à moyen terme l'emporte quand même sur la désespérance ; enfin, les inquiétudes tendent à se

stabiliser, même si leurs fluctuations ne laissent pas penser qu'elles vont soudainement s'évanouir.

Mais il reste – et on peut difficilement en faire l'impasse – qu'**analysé cette fois en perspective sur les cinq dernières années**, le pessimisme collectif ne cesse de s'amplifier, que les jugements sur l'évolution du niveau de vie individuel continuent à se dégrader, que **le décalage « perceptions collectives – appréciations individuelles »,** cet « accélérateur de doutes », s'est sérieusement creusé, multipliant, sans coup férir, les risques d'infléchissement de l'appétence à la consommation.

En fait, **deux maîtres-mots** nous semblent aujourd'hui au cœur du malaise ressenti : **fatalisme et impuissance**. **Le fatalisme** que l'opinion paraît, presque avec complaisance, cultiver ces derniers temps traduit la conviction désabusée que le chômage ne peut être endigué, que le niveau de vie, dans le fond, ne peut que décliner, que la mondialisation n'apporte, insidieusement ou violemment, que des désillusions ... **L'impuissance** est celle ressentie face aux peurs, celle imputée aux dirigeants qui seraient « incapables » de changer le cours des choses, celle renvoyée aux hommes publics, qui seraient paralysés, comme écrasés par la lourdeur, l'inertie des mécanismes collectifs, des institutions, des intérêts corporatistes... L'exemple même de la « machine judiciaire » et du malaise qu'elle suscite aujourd'hui n'est pas qu'anecdotique : des décisions prises au nom de la collectivité ne peuvent-elles pas finalement broyer les individus ?

Quoi qu'il en soit, au fatalisme correspond une certaine **résignation** de l'opinion. A l'impuissance ressentie, correspond en écho la **revendication**. Et les deux phénomènes **cohabitent totalement** aujourd'hui : les Français, sérieusement tiraillés, sont précisément – pour combien de temps ? – **en déséquilibre** sur la balance de la déception, **écartelés entre résignation et revendication.** C'est ce balancement qui explique peut-être les variations considérables des inquiétudes ces derniers mois (quand elles sont élevées, la résignation l'emporte ; quand elles baissent, la revendication gagne du terrain) ; c'est lui qui justifie peut-être cette oscillation entre attirance et méfiance à l'égard du social.

Une chose est sûre dans ce contexte : **la restauration de la confiance**, indispensable aujourd'hui, passe par de **profonds changements**, même si on sait que les réformes effraient, surtout quand on dit les souhaiter. Mais ce que l'opinion attend manifestement, veut, exige par dessus tout, c'est **de retrouver le sentiment que les**

choses pourraient vraiment changer, de retrouver le sentiment que tout n'est pas écrit. Et elle semble à la recherche, encore hésitante, sérieusement troublée, de leaders capables d'incarner ce désir, ce refus de la fatalité quotidienne... En un mot, l'opinion aspire à reconquérir **des marges d'espoir, à voir ressusciter une espérance collective**.

○ ○ ○

○

Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2006

Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2006

Réalisée depuis vingt-huit ans, l'enquête *« Conditions de vie et Aspirations des Français »* permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'état de l'opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'une série de variables significatives.

Seize de ces variables sont, chaque année, sélectionnées pour définir ce que l'on peut appeler « **l'Espace Général des Opinions des Français** »[1]. Encore convient-il de bien préciser que ces variables ne sont pas relatives à des situations objectives, mais à des **données de perceptions et d'opinions.** Il s'agit d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie personnelles (cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son état de santé ou de son budget, ...) et d'autre part, de jugements généraux qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

La batterie des questions retenues, utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples, permet donc de construire, sur l'ensemble de la période[2], *l'Espace Général des Opinions des Français*. Cette construction permet d'observer à la fois :

* La trajectoire suivie dans cet Espace par **l'ensemble** de la population française depuis 1979. On peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 2006.

* La façon dont les différents **groupes socio-démographiques** se situent dans cet Espace à chaque période d'enquêtes, et surtout ces six dernières années.

Cette visualisation met en évidence **un double constat** :

1. **Le début 2006 se caractérise par une forte poussée vers l'insatisfaction.** Ce mouvement négatif était déjà engagé depuis 2002, mais c'est seulement en 2005 que

---

[1] Voir notamment les notes de conjoncture des cinq dernières années. On trouvera la liste des variables retenues page 74 ci-après.

[2] Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions. Voir *« L'Espace des Opinions des Français – 19 ans d'observations »*, Cahier de Recherche du CREDOC, n° 122, Octobre 1998. Celle-ci se confirme également cette année.

le pays a basculé du « mauvais » côté de l'Espace, avec, depuis, **une accélération spectaculaire du mécontentement**. Le point 2006 se projette maintenant dans une zone correspondant à **un niveau de mal-être très affirmé, du même ordre de grandeur qu'en 1998**. Le record de 1997 n'est certes pas battu, mais on n'en est plus très loin. Le plus frappant est que cette désillusion accélérée, **cette plongée vers l'insatisfaction a affecté, avec quasiment la même rapidité, tous les groupes socio-démographiques**, à une seule exception près : les travailleurs indépendants.

Il apparaît cependant une gradation catégorielle du mécontentement : celui-ci est aujourd'hui au plus haut chez les bas revenus, les non-diplômés, les employés, les femmes au foyer et les 35-49 ans. Mais les Franciliens ont fait cette année beaucoup de chemin dans leur direction et les cadres, comme les plus de 65 ans, sont passés eux aussi, pour la première fois depuis longtemps, délibérément du côté du mal-être.

Cette inflexion préoccupante, quasi-unanime, traduit la **conjonction** de toute une série d'éléments ayant influé très négativement sur le moral des Français cette année : poursuite de la montée du **pessimisme collectif**, dégradation des jugements sur **l'évolution des revenus personnels**, montée record de la demande de **réformes radicales**, appréciations négatives à l'égard du fonctionnement de **la justice**, moindre confiance envers les **conditions de vie à venir** ... Rappelons que l'indicateur d'inquiétudes lui-même ne figure pas historiquement dans les variables retenues pour élaborer l'Espace Général des Opinions[3].

2. **Le « modernisme » des Français reste, quant à lui, à un niveau élevé, même s'il a légèrement reculé ces douze derniers mois**. A vrai dire, très peu de modifications sont apparues dans les opinions concernant les mœurs (attitudes sur la famille, le mariage et le travail féminin). Et cette stabilité relative de la « modernité » se retrouve dans quasiment tous les groupes sociaux, avec seulement quelques légères variations catégorielles.

   En fait, tout se passe **comme si l'insatisfaction exprimée, massive et envahissante, avait « étouffé », annihilé en les masquant, toutes les autres évolutions d'attitudes**.

En un mot, 2006 se résume par un seul trait dans l'Espace des Opinions : **l'accélération du mécontentement.**

[3] Les questions sur les inquiétudes n'ont, en effet, été insérées dans l'enquête qu'au début 1982.

1. L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 2006)

Les seize variables actives présentées en fin de document contribuent à la construction de « l'Espace Général des Opinions des Français »[4].

Cet espace met en évidence quatre zones d'opinions très marquées, qui proviennent de la combinaison des deux clivages « **satisfaction/insatisfaction** » et « **modernisme/traditionalisme** » (Graphique A1).

Le premier axe : Satisfaction /Insatisfaction

Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. **Il existe donc une tendance à être systématiquement satisfait ou insatisfait.**

Ainsi, à gauche de la carte (Graphique A1), figurent les individus "mécontents", qui pensent que leur niveau de vie personnel est beaucoup moins bon depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, et déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

A l'opposé (à droite du Graphique A1), se situe la zone dite de "satisfaction" qui est, au contraire, marquée par un relatif optimisme : on pense là davantage que le niveau de vie des Français et le sien propre vont mieux depuis dix ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq prochaines années. Les individus de cette zone ne s'imposent pas régulièrement de restrictions. Ils ne pensent pas que la société française a besoin de transformations profondes et ils estiment que la justice fonctionne bien.

[4] Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 56 000 individus (vingt-huit vagues d'enquêtes).

Graphique A1
L'espace général des opinions des Français (1979-2006)
(projection des variables actives)

Le deuxième axe : Traditionalisme/Modernisme

Le **deuxième axe,** dont le contenu se résumait, jusqu'à ces dernières années, à l'opposition « modernisme-traditionalisme » en matière de mœurs, se détermine d'abord à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

Au Nord du graphique, se projettent les individus ayant des opinions dites « modernistes » en matière de mœurs : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes devraient pouvoir travailler quand elles le désirent.

Mais on observe également que figurent au Nord les individus les plus confiants envers leurs conditions de vie prochaines : cette variable, représentative d'une confiance certaine envers l'avenir, **exerce davantage d'influence depuis six ans. Le modernisme en matière de mœurs s'accompagne donc d'une confiance plus accentuée envers le futur, d'une foi relative en l'avenir.**

A l'inverse, au Sud du graphique, on trouve les « traditionalistes », qui estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien, que les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge ou qu'elles ne doivent le faire que si la famille n'arrive pas à vivre avec un seul salaire.

2. L'évolution, sur vingt-huit ans, des opinions de l'ensemble de la population française. La situation au début 2006

La projection, dans l'espace défini ci-dessus, de la variable « année d'enquête » permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population depuis le début 1979 (Graphique A2).

Le corps social a connu, dans cette période, **de nombreux revirements et inflexions**. Si l'on se contente de comparer les points extrêmes (début 1979 et début 2006), on remarque que l'évolution dans la période s'est traduite globalement par un **plus grand modernisme**, et une **sérieuse montée de l'insatisfaction**

Nous avons déjà repéré **neuf grandes phases** sur l'ensemble de la période[5]. Peut-être peut-on se contenter de porter notre attention, cette année, sur les deux dernières grandes étapes (Graphique A2) :

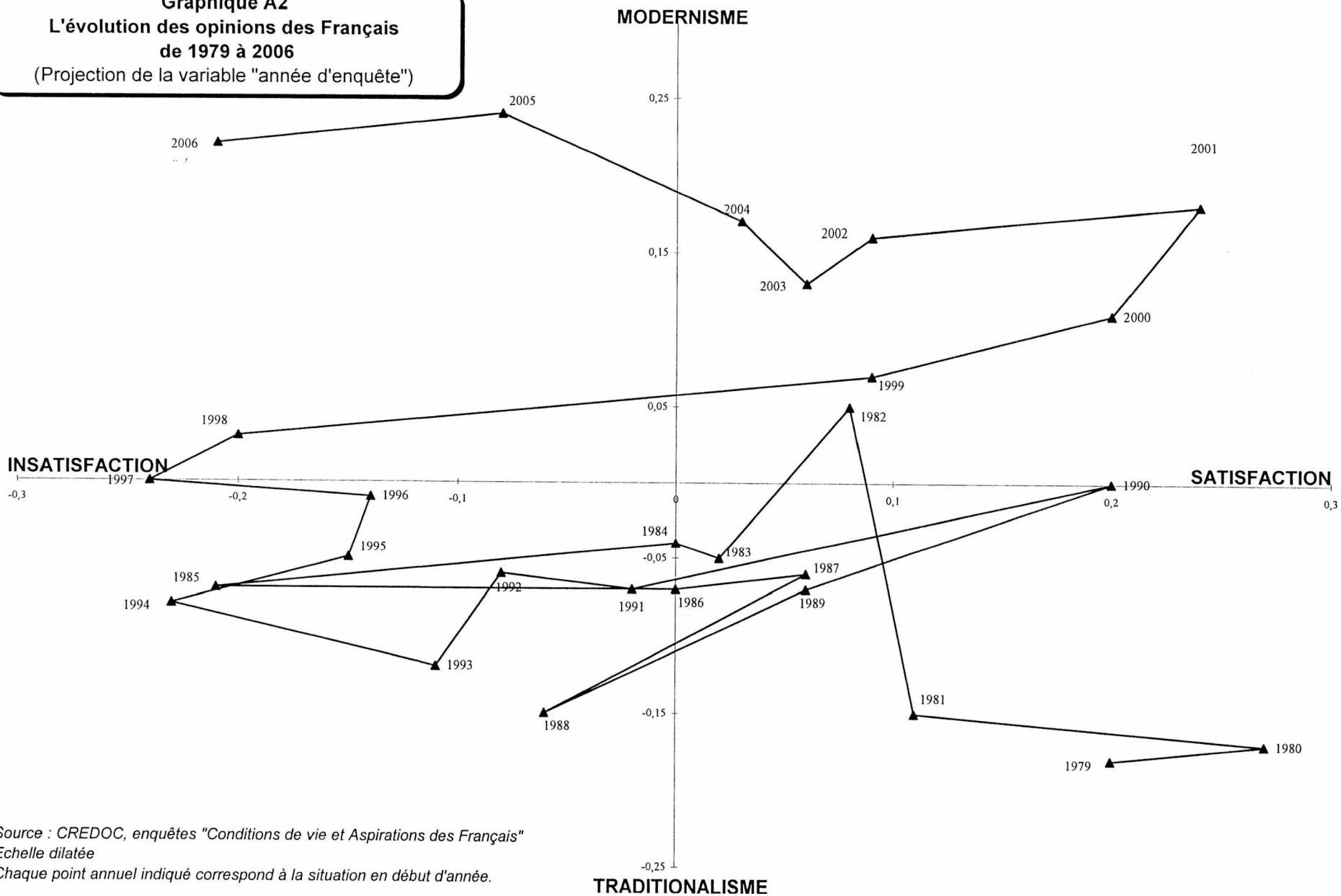
- **De 1998 à 2001**, la diminution considérable du mal-être des Français les a conduits à traverser de part en part « l'Espace des Opinions » : au début 2001, ils étaient revenus dans la partie Nord de la zone du **contentement**, celle qui est teintée d'un fort modernisme.

- **Depuis 2002**, nous sommes entrés dans une nouvelle phase, caractérisée par **une progression continue de l'insatisfaction**. Le point 2004 se situait assez près de la « frontière » séparant le contentement de la frustration, mais il ne l'avait pas encore franchie. Cela a été fait **au début 2005, mais, depuis, la phase d'accélération du mécontentement ne s'est pas ralentie**. Ne revenons pas sur les éléments cumulés qui expliquent cette poussée, due pour beaucoup au **foisonnement** des jugements négatifs, plus « noirs » encore à l'égard de la situation générale du pays qu'en matière de situations individuelles (voir ci-dessus). En fait, le point « moyen » 2006 est révélateur de **la crise de confiance collective qui étreint aujourd'hui le pays** : sa projection, très à gauche de l'Espace, traduit le même niveau de mécontentement – très élevé – qu'en 1998. Ce mouvement referme en quelque sorte une longue période de sept – huit ans, qui avait notamment culminé en 2001 avec, chez les ménages, un moral extraordinaire.

A l'image du point « moyen », **tous les groupes socio-démographiques ont continué cette année à se déplacer, à bonne cadence, vers la gauche du graphique**, signe de

[5] Voir la note de conjoncture de début 2002.

Graphique A2
L'évolution des opinions des Français de 1979 à 2006
(Projection de la variable "année d'enquête")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Echelle dilatée
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

leur malaise. Les cadres, les retraités, les salariés du secteur public en CDI, ont « basculé » eux-mêmes du côté de l'insatisfaction ces douze derniers mois, venant rejoindre dans la zone « grise » du mal-être, dans la partie gauche de l'Espace, toutes les catégories qui y figuraient déjà et qui ont elles-mêmes toutes progressé vers encore plus de mécontentement.

On retiendra que **seuls les travailleurs indépendants** ont évolué vers la droite de l'Espace cette année, même s'ils se projettent encore dans la zone de l'insatisfaction.

La très légère inflexion du « modernisme » a, quant à elle, affecté la plupart des groupes sociaux. On observe cependant une baisse du modernisme légèrement plus accentuée cette année chez les ruraux, les ouvriers et les travailleurs indépendants, pendant que le traditionalisme a un peu reculé chez les plus de 65 ans. On remarquera néanmoins que depuis deux ans, **jamais le modernisme en matière de mœurs n'avait été aussi élevé dans la société française**.

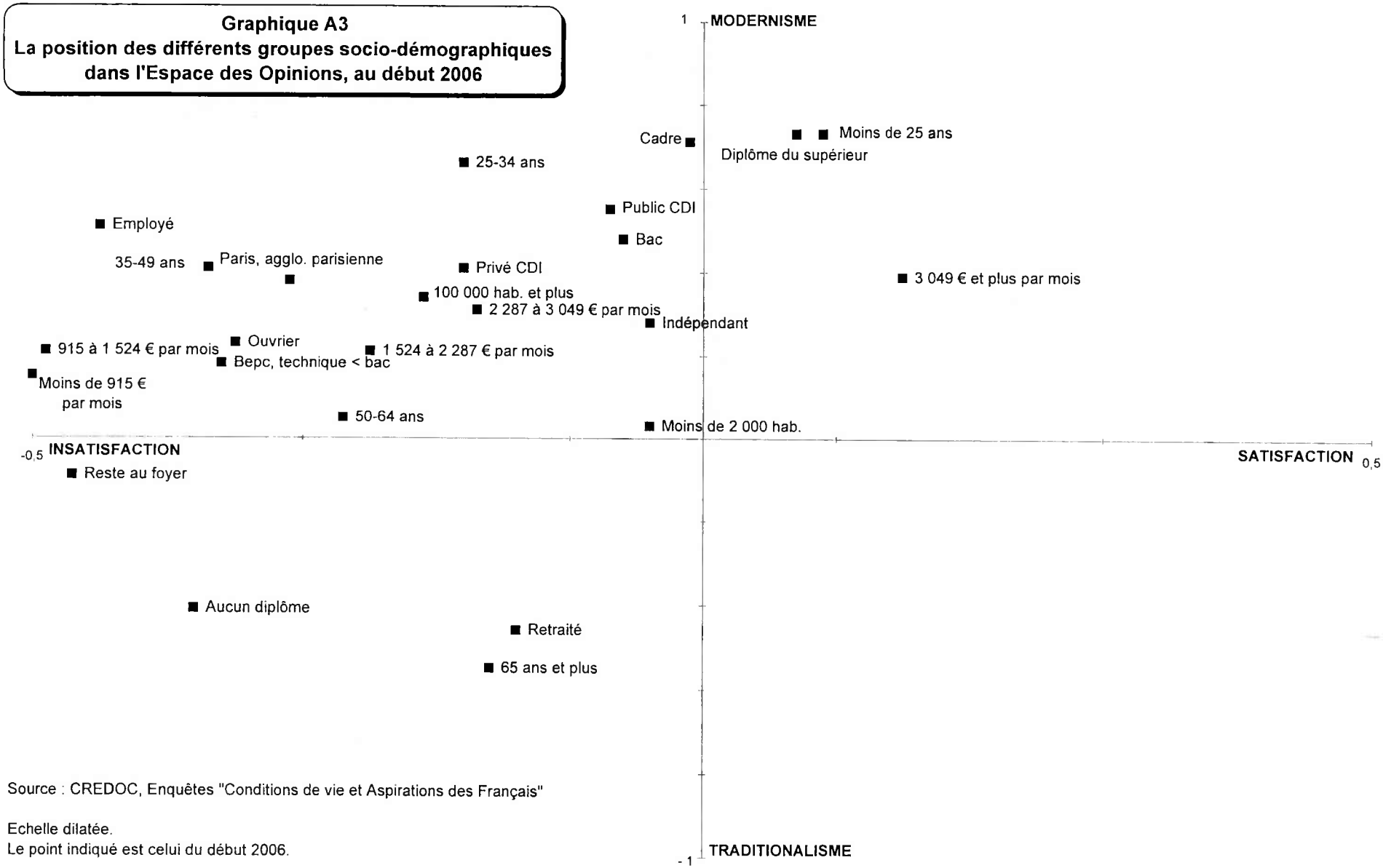
Si on neutralise l'évolution qui a pu intervenir ces derniers mois et qu'on ne s'intéresse qu'à la situation d'aujourd'hui, celle de ce début 2006, on peut faire **trois constats principaux** sur les positions respectives des différents groupes socio-démographiques (Graphique A3) :

* **La zone « Nord-Est »** de l'Espace est celle où l'on est **satisfait et moderniste**. Seuls trois groupes y figurent encore aujourd'hui, alors que l'an dernier, on y trouvait aussi les cadres, les fonctionnaires, les bacheliers, les revenus moyens-hauts. Ne sont donc pas encore totalement touchés par la morosité ambiante : les moins de 25 ans, les diplômés du supérieur et les hauts revenus.

* **La zone « Nord-Ouest »**, celle de l'insatisfaction et du modernisme, est très peuplée : **l'essentiel de la population hexagonale y figure**, signe de l'étendue de la désillusion qui affecte le pays.

* Le mécontentement ne touche pas que des « modernistes » en matière de mœurs ; **on trouve, même au sein des plus traditionalistes des Français, quelques groupes très insatisfaits** : les femmes au foyer, les non-diplômés et – c'est nouveau – les retraités comme les plus de 65 ans, deux catégories pourtant peu portées à la contestation systématique **(Cadran « Sud-Ouest »).** D'ailleurs, plus aucun groupe ne figure dans la **zone « Sud-Est »**, celle des traditionalistes satisfaits : en deux ans, celle-ci a été totalement désertée, vidée de ses « habitants habituels » (ruraux, personnes âgées), touchés par le vent dominant de la déception.

Graphique A3
La position des différents groupes socio-démographiques dans l'Espace des Opinions, au début 2006



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Echelle dilatée.
Le point indiqué est celui du début 2006.

3. Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de l'ensemble de la population depuis 1979, on peut visualiser **celle de chacune des principales catégories socio-démographiques** sur les vingt-huit dernières années. Nous avons cependant fait le choix, **par souci de lisibilité**, de ne présenter ici que les évolutions intervenues **depuis 2001**.

Cinq critères ont été retenus, ceux mettant en évidence les évolutions les plus sensibles : ils concernent la Profession-Catégorie-Sociale des enquêtés, leur âge, leur localisation géographique, leurs niveaux de diplômes et de revenus.

En tout état de cause, un constat domine : **les évolutions catégorielles ont cette année toutes suivi la direction générale mise en évidence pour l'ensemble de la population**. Autrement dit, on observe partout une avancée significative, massive, vers **l'insatisfaction**. Seuls les travailleurs indépendants n'ont pas été touchés.

A - Analyse par profession-catégorie sociale (Graphiques A4 et A4 bis)

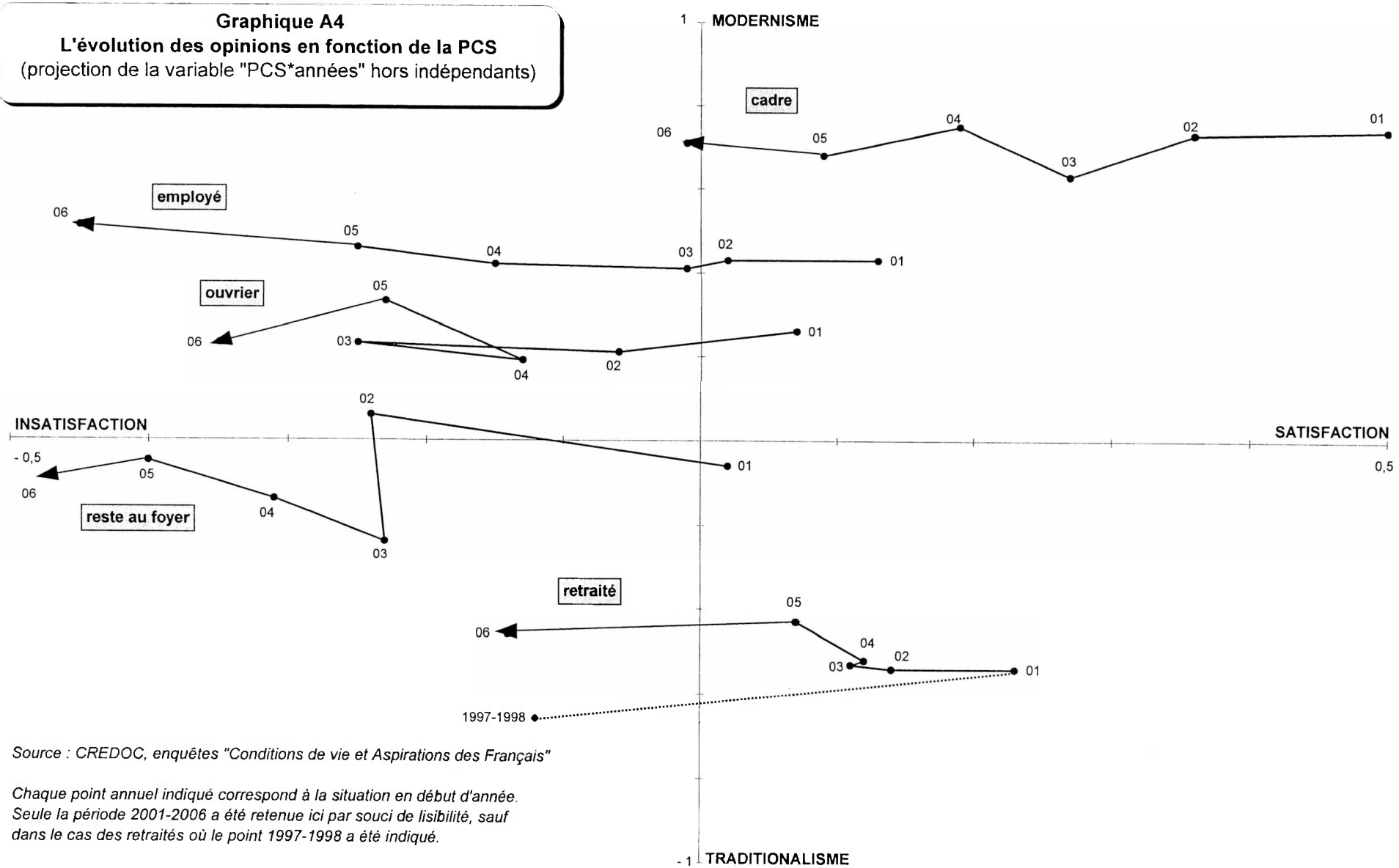
L'analyse par PCS met en évidence que les différents groupes se positionnent de manière distincte dans « l'Espace des Opinions », même si une homogénéisation relative est intervenue cette année du fait de l'augmentation généralisée du mécontentement. Toujours est-il que les cadres, les employés, les travailleurs indépendants et les ouvriers sont les plus modernistes. Les femmes au foyer, puis de façon plus accentuée, les retraités, sont plus traditionalistes.

Quoi qu'il en soit, les évolutions de ces douze derniers mois se sont plus effectuées le long de l'axe horizontal (axe de satisfaction / insatisfaction), que selon l'axe vertical (traditionalisme / modernisme).

En tout cas, le **cheminement vers le mécontentement a été quasi-général** et d'une vitesse très soutenue :

- **Les femmes au foyer** qui culminaient déjà, depuis deux ans, au plus haut de l'insatisfaction (projection à l'extrême gauche de l'Espace) ont été presque « rattrapées » par les employés. Les premières ont vu à la fois leur pessimisme sur la

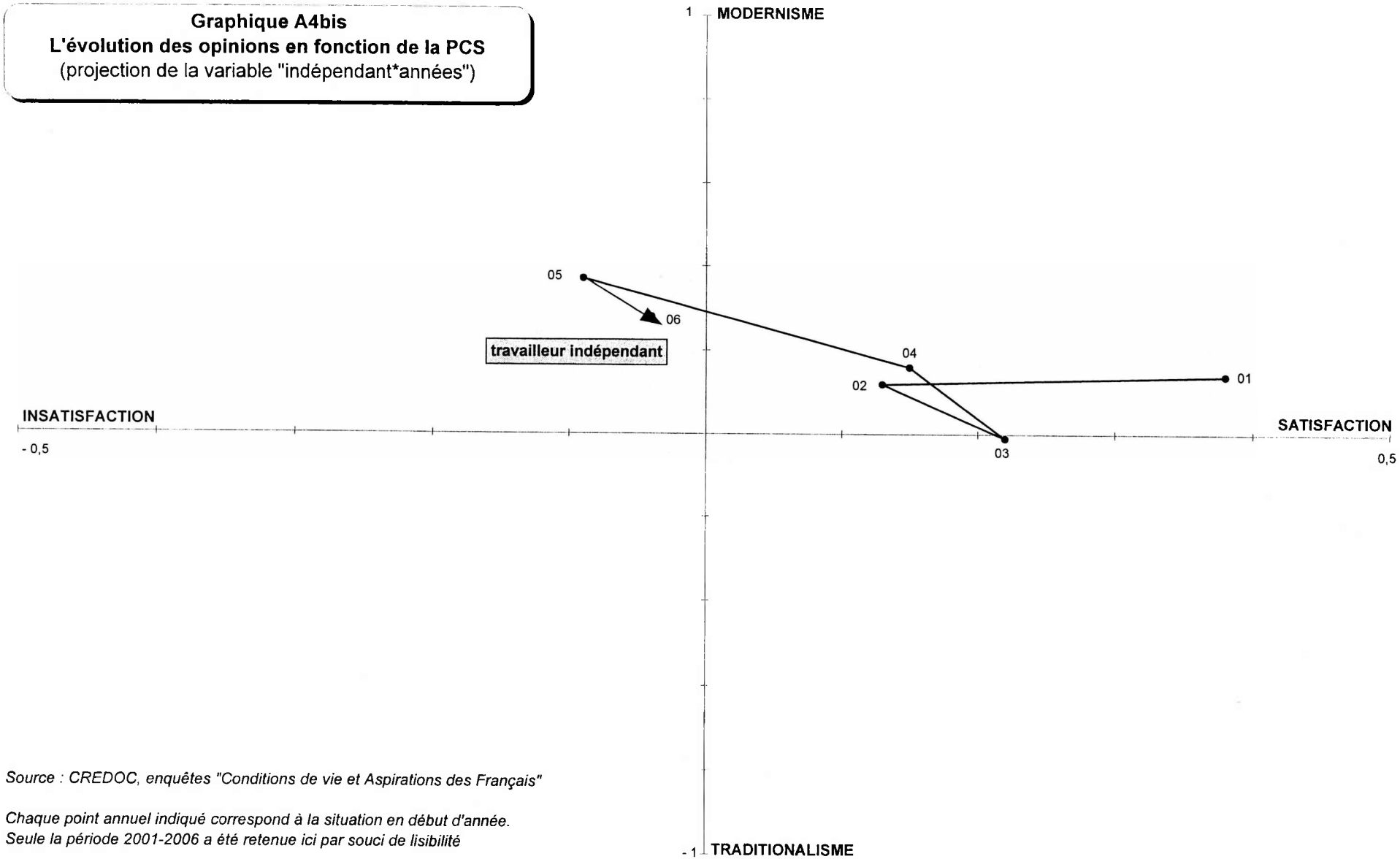
Graphique A4
L'évolution des opinions en fonction de la PCS
(projection de la variable "PCS*années" hors indépendants)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année. Seule la période 2001-2006 a été retenue ici par souci de lisibilité, sauf dans le cas des retraités où le point 1997-1998 a été indiqué.

Graphique A4bis
L'évolution des opinions en fonction de la PCS
(projection de la variable "indépendant*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2001-2006 a été retenue ici par souci de lisibilité

situation des « autres » s'accroître sensiblement (81% estiment que le niveau de vie de « l'ensemble des Français » se dégrade, + 11 points cette année) et leurs critiques sur le fonctionnement de la justice se renforcer (75% de jugements négatifs, + 5 points). Quant aux **employés**, ils se plaignent aussi bien de la justice et de ses dysfonctionnements (à 80%) que du niveau de vie collectif (à 81%) ou individuel (à 50%, + 5 points cette année).

- Le même mouvement de désillusion, peut-être un peu moins rapide, a touché **les ouvriers** : d'ailleurs, chez eux, les restrictions n'ont pas reculé (71% les subissent). De plus, leur demande de réformes radicales culmine, à 41% (+ 4 points cette année). Parallèlement, leur modernisme en matière de mœurs s'est réduit.

- La dégradation du moral des **cadres** a été cette année quasiment de même amplitude que celle des ouvriers. Voilà longtemps que les cadres n'avaient pas passé le seuil du cadran du mécontentement : cela ne leur était en fait arrivé qu'une fois depuis trois décennies, en 1997-1998. Trois éléments sont principalement révélateurs de leur découragement présent : 85% (+ 15 points cette année !) estiment que le niveau de vie des Français se dégrade ; mais leurs jugements sur l'évolution de leurs propres revenus se ternissent aussi : 40% se plaignent de leur niveau de vie actuel (contre 24% en 2003), 35% anticipent une dégradation de leurs conditions de vie futures (+ 10 points en deux ans).

- **Les retraités** ont littéralement « basculé » cette année, franchissant presque au pas de course la frontière qui sépare le contentement de la frustration. Ils apparaissent aujourd'hui plus insatisfaits qu'ils ne l'ont jamais été, même en 1997-1998 : mécontentement à l'égard du niveau de vie personnel (54%, + 6 points en un an), réprobation envers l'évolution du niveau de vie général (81%, + 14 points), critiques de la justice (78%, + 11 points).

- Enfin, **les travailleurs indépendants**[6] sont les seuls à avoir évolué **à contre-courant** : ils ont été épargnés par le malaise croissant, aussi bien en matière d'évolution du niveau de vie personnel que, par exemple, en matière institutionnelle. Il reste que 41% d'entre eux souhaitent des réformes radicales de la société et que 76% admettent la dégradation du niveau de vie collectif (+ 9 points cette année). Leur léger recul en matière de modernisme tient dans leur prudence accrue cette année à l'égard de la notion de « famille-refuge ».

---

[6] La projection des indépendants dans l'Espace des Opinions figure au Graphique A4 bis. Ce choix a été fait uniquement pour améliorer la lisibilité et éviter des chevauchements avec d'autres trajectoires.

B - Analyse en fonction de l'âge (Graphique A5)

Alors que, jusqu'en 2004, les **25-34 ans** étaient restées très proches, dans l'Espace des Opinions, **des moins de 25 ans**, la rupture apparue l'an dernier se confirme : **le pessimisme continue à toucher davantage les trentenaires que leurs cadets.** Les 25-34 ans sont même en train de « rattraper » les quadras. Toujours est-il que 39% des 25-34 ans prônent une radicalité des réformes sociétales et que 77% pensent que le niveau de vie des Français se dégrade. Seuls les moins de 25 ans figurent donc aujourd'hui clairement dans le « cadran du contentement », tous les autres groupes d'âge se projetant, quant à eux, dans la « zone rouge ».

Le mouvement de convergence des opinions des 25-64 ans est d'ailleurs frappant (Graphique A5) : les trois classes d'âge, réunies dans « l'insatisfaction moderniste », font une « course parallèle » vers toujours plus de mécontentement. A peine observe-t-on un léger recul du modernisme chez les quinquagénaires.

Le plus étonnant de ces évolutions reste **la baisse du moral des plus de 65 ans**. Comme les retraités, et pour les mêmes raisons (*cf.* ci-dessus), ils expriment une défiance collective qui ne leur est pas coutumière : 79% estiment ainsi que le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade (14 points de plus en un an). Une inflexion aussi forte, accompagnée de critiques institutionnelles, est tout à fait significative du climat actuel de l'opinion.

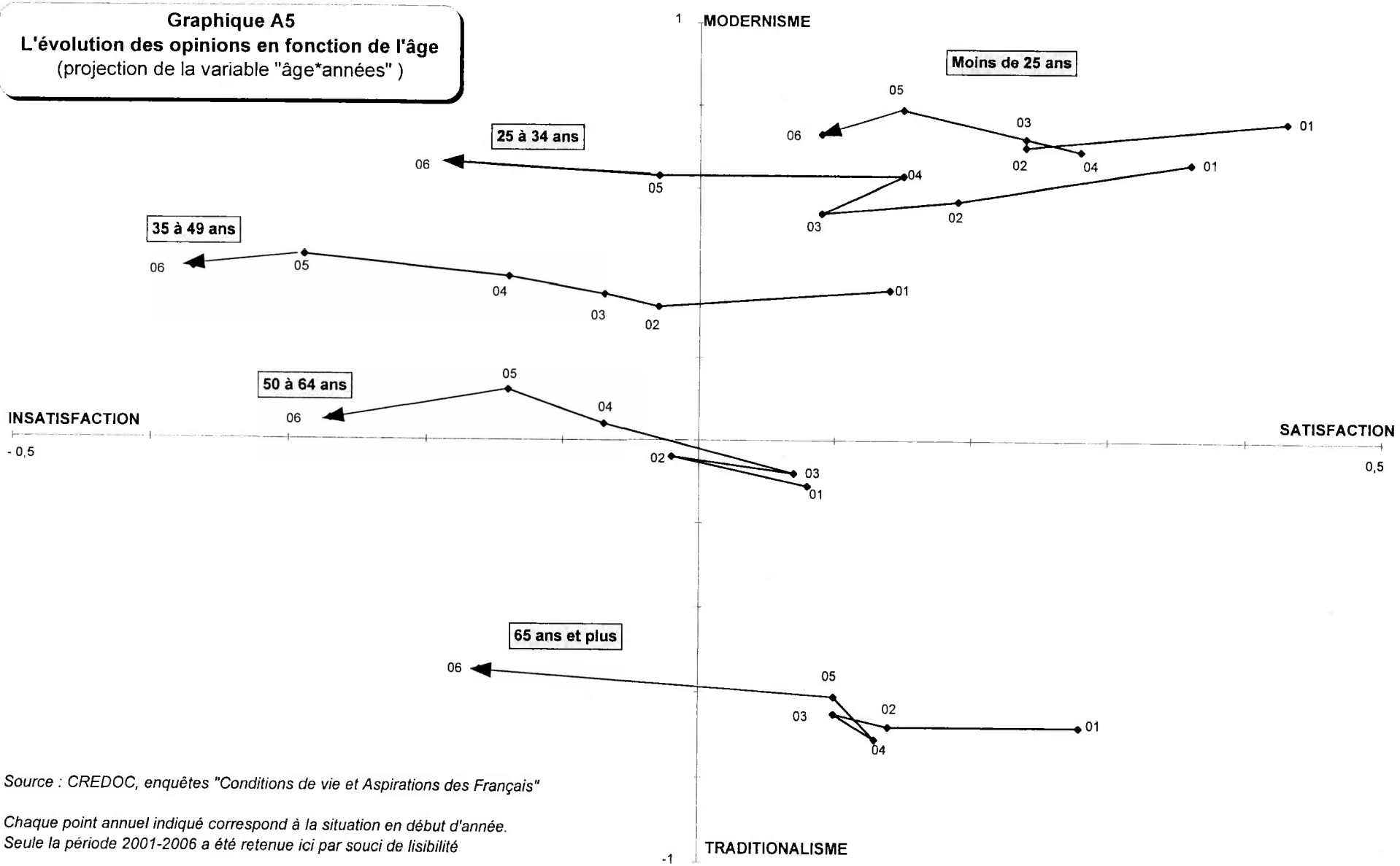
C - Analyse en fonction de la taille d'agglomération de résidence (Graphique A6)

La convergence des attitudes en fonction du degré d'urbanisation, déjà mise en évidence l'an dernier, se confirme : on assiste à un regroupement général, dans la même zone de l'Espace, des différentes populations, rurales et urbaines, au moins au-delà de 2 000 habitants. C'est, bien entendu, la montée généralisée du mécontentement qui a facilité ce regroupement.

Deux remarques particulières méritent attention :

- **Les ruraux** (habitants de communes de moins de 2 000 habitants) sont ceux qui, cette année, ont connu la poussée d'insatisfaction la plus faible – même si elle reste significative –. Par contre, ils ont reperdu une partie du gain en « modernisme » qu'ils avaient engrangé au début 2005, non pas tant en matière de dissolution du mariage, mais dans leurs attitudes à l'égard de la famille : celle-ci a toujours été, à leurs yeux, à environ 65%, le seul endroit où l'on se sent bien ; ce taux était descendu de 7 points l'an dernier, il est remonté au niveau antérieur.

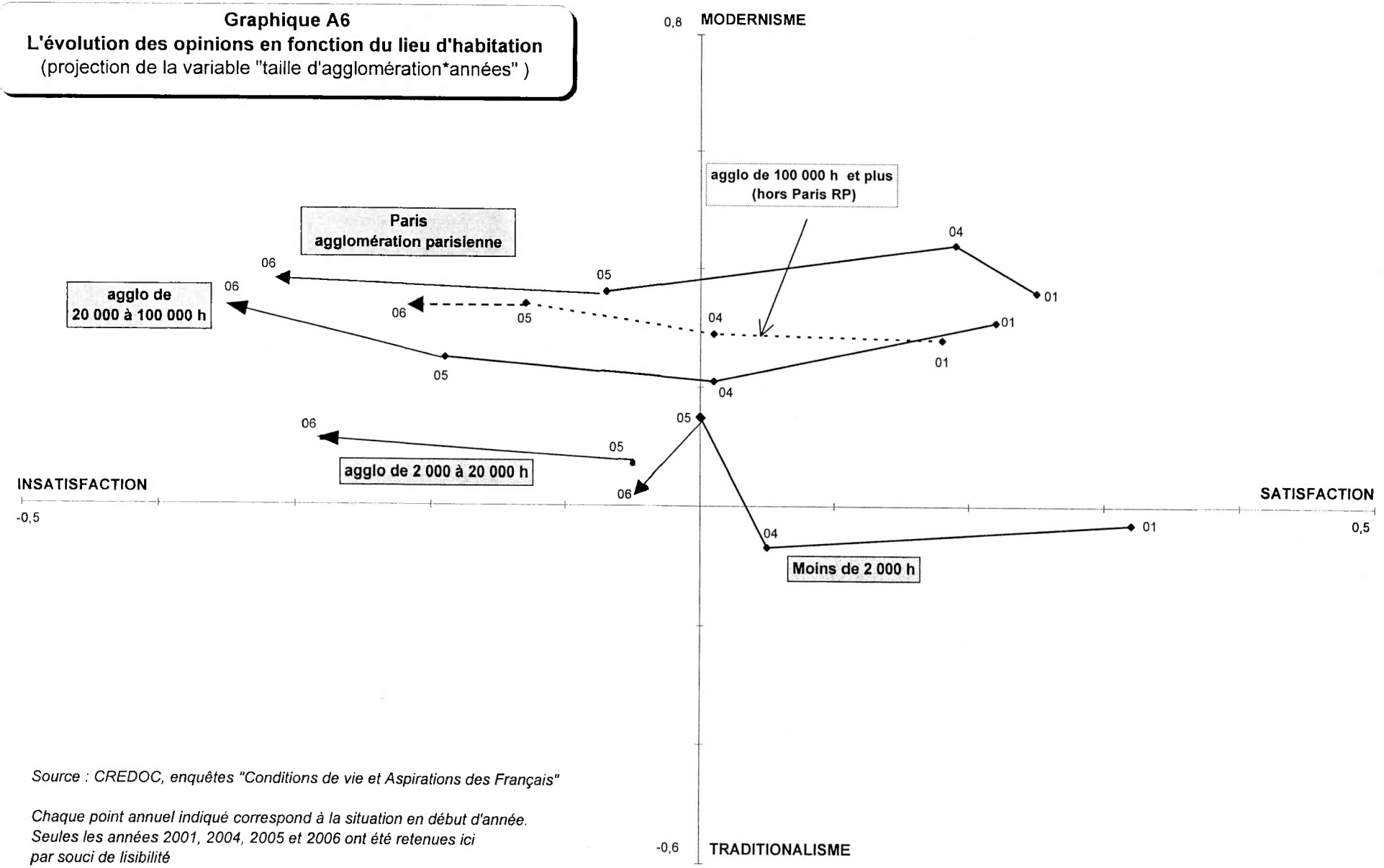
Graphique A5
L'évolution des opinions en fonction de l'âge
(projection de la variable "âge*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2001-2006 a été retenue ici par souci de lisibilité

Graphique A6
L'évolution des opinions en fonction du lieu d'habitation
(projection de la variable "taille d'agglomération*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seules les années 2001, 2004, 2005 et 2006 ont été retenues ici
par souci de lisibilité

- La plongée dans l'insatisfaction a d'autre part été quasiment aussi rapide – et spectaculaire – **dans les petites villes régionales (2 000 à 20 000 habitants)** que chez **les résidents de l'agglomération parisienne**. Faut-il rappeler qu'il y a deux ans à peine, les Franciliens figuraient encore en plein cœur de la zone « rose » du contentement ? Deux chiffres révélateurs, parmi d'autres, de leur morosité galopante : 79% reconnaissent la dégradation du niveau de vie de l'ensemble des Français (+ 13 points en un an, + 21 depuis 2004) ; 36% attendent des réformes radicales de la société (contre 21% en 2004).

Il reste que les plus mécontents sont toujours **les habitants de villes moyennes** (20 000 à 100 000 âmes).

D - Analyse en fonction des revenus (Graphique A7).

La progression du mécontentement a été, ces douze derniers mois, très sensible dans toutes les tranches de revenus. Néanmoins, le rythme d'accroissement a été quasiment plus marqué en haut de l'échelle des ressources. Certes, les bénéficiaires de revenus mensuels supérieurs à 3 049 Euros figurent encore dans la zone de l'Espace caractérisée par un certain « bien-être moderniste ». Mais ils sont les derniers à y figurer puisque même les possesseurs de revenus compris entre 2 200 à 3 000 Euros mensuels ont basculé dans « la zone rouge ».

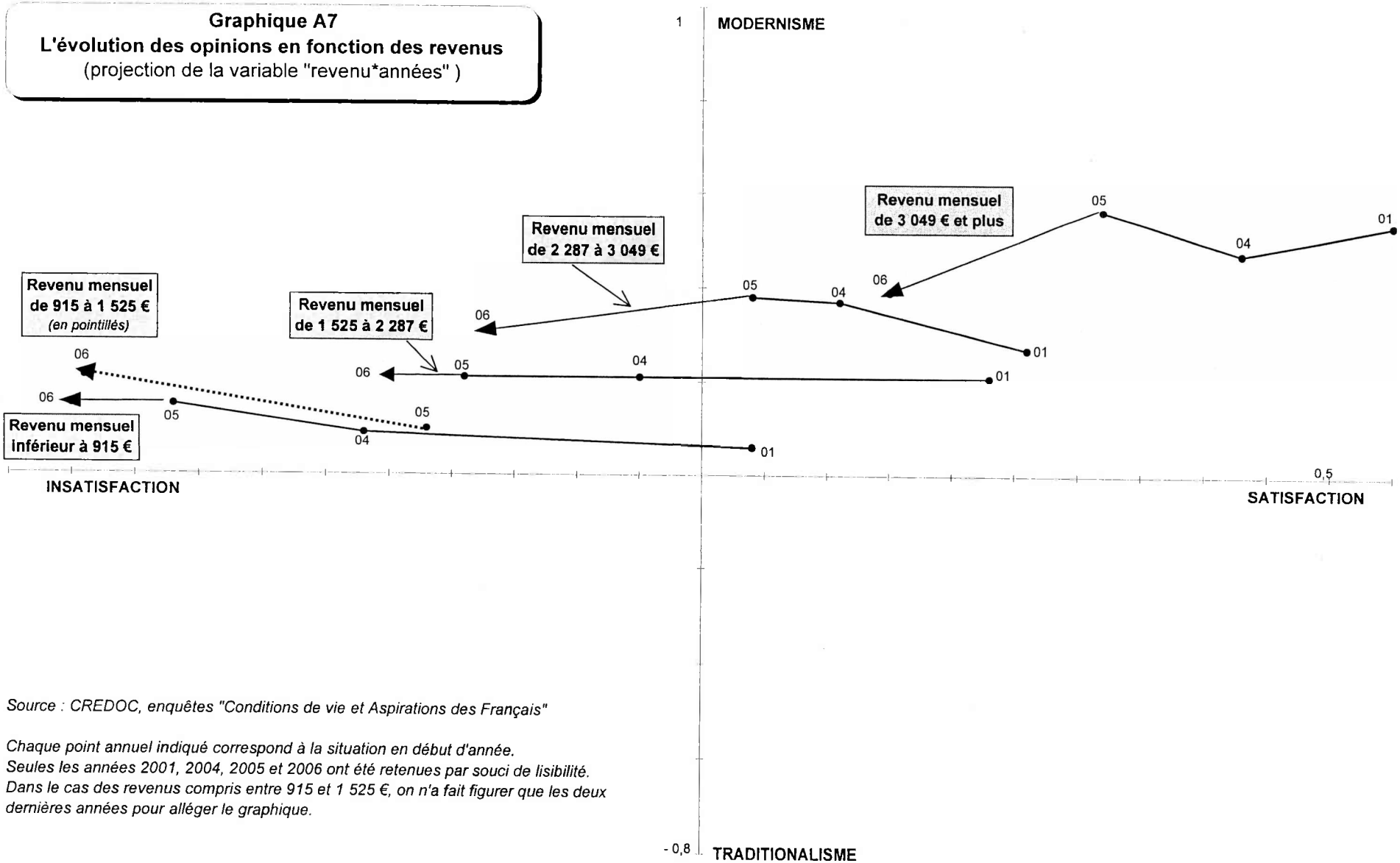
D'autre part, les revenus moyens-bas se sont encore un peu plus enfoncés dans la désillusion, y rejoignant les plus défavorisés, tout à gauche du graphe.

E - Analyse en fonction du niveau de formation (Graphique A8)

Enfin, c'est entre diplômés du supérieur et non-diplômés que varie le plus le degré de modernisme. Néanmoins, le mécontentement a progressé, quel que soit le niveau de formation.

En tout état de cause, **plus on est diplômé et moins on est mécontent**. Mais seuls maintenant les diplômés du supérieur se projettent encore dans le cadran droit du graphe, du côté de la satisfaction. Les bacheliers ont en effet passé la frontière cette année, pendant que les titulaires d'une formation de niveau inférieur au bac ont rejoint les non-diplômés dans la morosité.

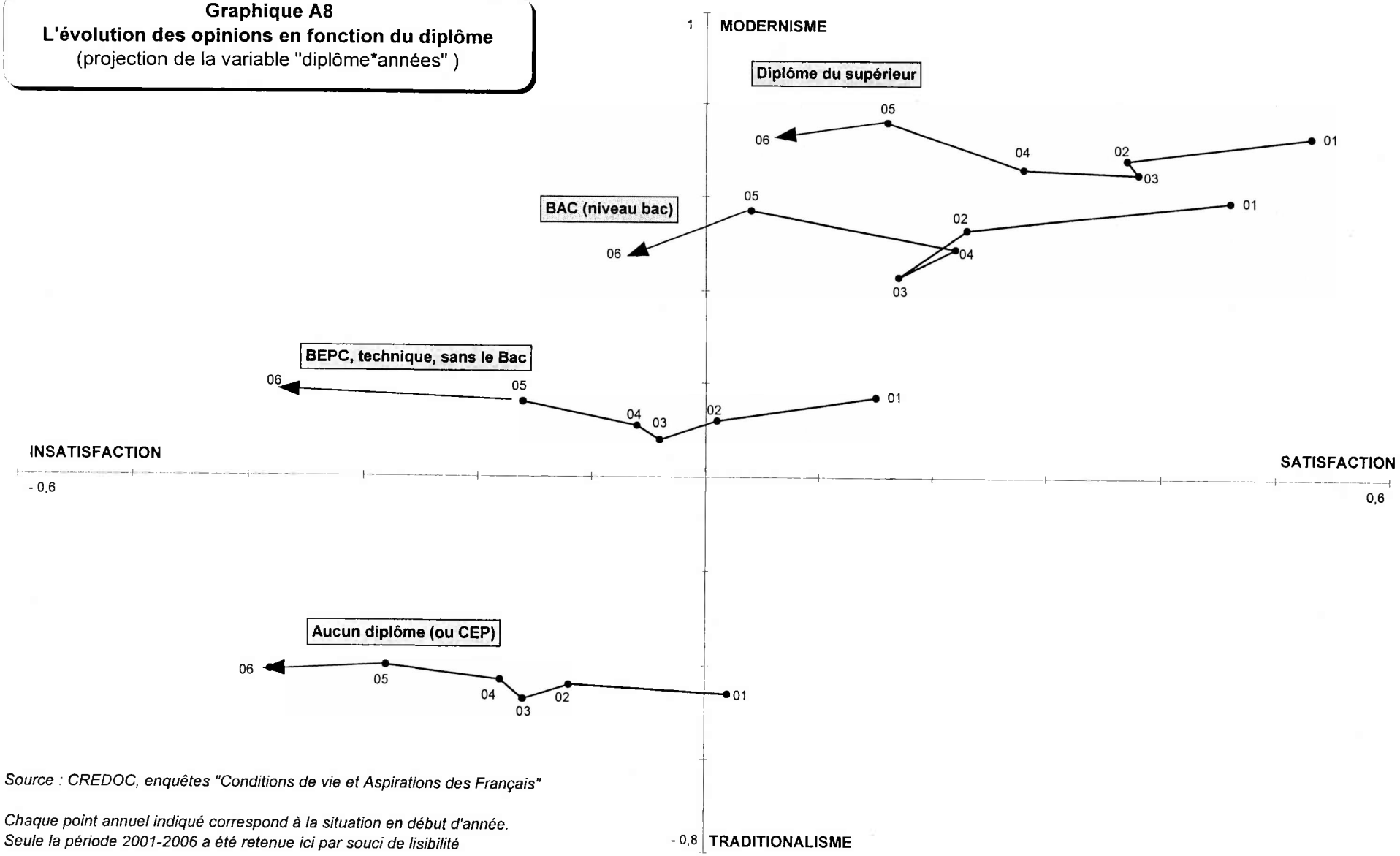
Graphique A7
L'évolution des opinions en fonction des revenus
(projection de la variable "revenu*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seules les années 2001, 2004, 2005 et 2006 ont été retenues par souci de lisibilité.
Dans le cas des revenus compris entre 915 et 1 525 €, on n'a fait figurer que les deux dernières années pour alléger le graphique.

Graphique A8
L'évolution des opinions en fonction du diplôme
(projection de la variable "diplôme*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2001-2006 a été retenue ici par souci de lisibilité

Au total, si l'on résume l'ensemble de ces données, **deux enseignements principaux** se dégagent :

1. Les groupes ayant connu, entre janvier 2005 et le début 2006, **la plus forte progression de l'insatisfaction** sont, dans l'ordre[7] :
   - Les titulaires de revenus moyens-bas (de 900 à 1 500 €/mois).
   - Les personnes de 65 ans et plus (et les retraités).
   - Les Franciliens.
   - Les habitants d'agglomérations de 2 000 à 20 000 habitants.
   - Les revenus moyens-hauts (2 200 à 3 000 €/mois).
   - Les employés.

   Ceux qui ont basculé cette année du contentement vers l'insatisfaction sont les plus de 65 ans, les cadres, les revenus moyens-hauts et les salariés du public en CDI.

2. **Les plus insatisfaits des Français** sont, par ailleurs, dans l'ordre[7] :
   - Les bas revenus ou les revenus moyens-bas.
   - Les femmes au foyer.
   - Les employés.
   - Les non-diplômés.
   - Les 35-49 ans.

La liste n'a guère évolué depuis l'an dernier, mais tous les groupes se sont un peu plus enfoncés dans le mécontentement.

Plus largement, **l'insatisfaction a grandi partout**, sauf chez les travailleurs indépendants. Cette progression quasi-généralisée est le signe le plus fort du **désenchantement actuel** de l'opinion.

[7] Classement élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie sur l'Axe de « Satisfaction-Insatisfaction ».

Liste des seize variables actives de l'analyse

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement (arrive à y faire face ou pas).
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société.
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

* * *
*